

# la vérité

**revue trotskyste**

— octobre-novembre 1966 —

- N° 534 (numéro spécial) 2 F. -  
(20 francs belges)

**Octobre 1956 : Pologne et Hongrie**

*à l'avant-garde de la lutte internationale  
du prolétariat, les travailleurs se soulevaient  
contre la bureaucratie*

**Actualité  
et enseignements  
de la révolution  
des conseils ouvriers**

# la vérité

Rédaction et administration :  
39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10<sup>e</sup>)

---

*Ce numéro spécial de « La Vérité », consacré à l'actualité et aux enseignements des révolutions polonaise et hongroise de 1956, s'inscrit dans la campagne politique, menée à l'occasion du 10<sup>e</sup> anniversaire de ces révolutions, par le Comité International et ses organisations.*

*Le numéro 535 de « La Vérité » paraîtra fin novembre.*

---

## ABONNEMENTS

Un an (4 numéros) ..... 10,00 F.

Etranger ..... 11,50 F.

Abonnements de soutien ..... 15 et 20,00 F.

*Tous versements :*

*Gérard BLOCH - C. C. P. 606-23*

# Introduction

La résistance désespérée des ouvriers et des paysans du Viet-Nam, écrasés par les moyens les plus modernes de destruction dont dispose l'impérialisme, domine cette année 1966. Au Nord comme au Sud de la ligne qui divise le pays à la suite des accords de Genève et qui permet à l'impérialisme d'établir une tête de pont militaire et politique, les ouvriers et les paysans du Viet-Nam font face au déchaînement industrialisé, scientifiquement organisé, de la terreur contre-révolutionnaire.

« *Nous les ramènerons à l'âge de pierre* », déclare le général américain Westmoreland, définissant avec concision les objectifs de guerre de l'impérialisme.

La lutte des ouvriers et des paysans du Viet-Nam est celle des travailleurs du monde entier : ils ont le même ennemi, l'impérialisme.

Mais « l'ennemi est dans notre propre pays » : la réalité internationale de l'impérialisme s'affirme dans chaque pays par des formes spécifiques, à travers la classe dominante de ce pays, son état, ses agences politiques au sein du mouvement ouvrier.

Il n'y a pas solidarité avec la révolution vietnamienne lorsqu'on s'accroche aux basques du représentant le plus conscient des intérêts de l'impérialisme français, Charles de Gaulle, qui offre sa recette à l'impérialisme américain : « Faites comme en Algérie, frappez fort mais sachez négocier au bon moment, à vos conditions. »

Il n'y a pas solidarité avec la révolution vietnamienne lorsqu'on refuse de s'attaquer de front à Wilson et à son gouvernement qui, au nom du « socialisme », en même temps que pour sauver la livre, il s'engage dans une opération d'étranglement du mouvement ouvrier anglais, affirme son soutien à l'impérialisme américain.

Il n'y a pas solidarité avec la révolution vietnamienne sans une lutte réelle au sein du mouvement ouvrier contre les appareils réformistes liés à la préservation de leur bourgeoisie et vautrés devant l'impérialisme.

Il n'y a pas solidarité avec la révolution vietnamienne en dehors d'un combat sans réserves contre la bureaucratie russe, contre l'appareil international du stalinisme et sa politique de collaboration avec l'impérialisme, la « coexistence pacifique » dont la réalité s'exprime dans le sort des paysans du Sud-Vietnam brûlés par le napalm, torturés par les mercenaires de l'impérialisme, comme dans celui des travailleurs d'Hanoï pilonnés par les bombardiers de l'U.S. Air Force.

Si l'impérialisme peut aujourd'hui concentrer sa puissance contre la révolution vietnamienne, c'est parce que cette dernière reste isolée. Cet isolement ne peut être rompu que par la lutte internationale de la classe ouvrière — c'est-à-dire par la lutte des travailleurs de chaque pays contre leur propre impérialisme, ordonnée par une stratégie révolutionnaire globale exprimant l'unité de la lutte des classes internationale, stratégie qui ne peut être élaborée et mise en pratique que par une organisation ouvrière internationale.

Ainsi, parce que dans les événements tragiques du Viet-Nam se rejoignent toutes les lignes de force de la lutte des classes internationale et s'expriment sous leur véritable jour la politique de l'impérialisme et celle des appareils bureaucratiques qui contrôlent encore la classe ouvrière internationale, ces événements mettent au premier plan les problèmes les plus vitaux d'une stratégie révolutionnaire du prolétariat et tout d'abord celui de l'Internationale.

C'est dans cette perspective que luttent le Comité International de la IV<sup>e</sup> Internationale et ses organisations qui se situent totalement sur le terrain du Programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, élaboré par Léon Trotsky en 1938.

Pour le Comité International et ses organisations, « *la crise de l'humanité* » demeure, comme l'affirmait ce programme, « *la crise de la direction révolutionnaire* » et elle ne peut trouver sa solution qu'à travers l'activité de révolutionnaires conscients, soudés en une organisation communiste internationale, assimilant l'acquis du bolchevisme, et fondant leur activité sur le fait que « *les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques* », c'est-à-dire que la crise du système capitaliste, à l'échelle mondiale, entraîne partout les masses à remettre en question, par leurs luttes, ce système...

C'est aussi dans cette perspective qu'à l'occasion du 10<sup>e</sup> anniversaire des révolutions polonaise et hongroise, le Comité International entend réaffirmer la signification et la place de ces événements révolutionnaires, leur restituer leur vrai visage. Le processus révolutionnaire qui culmina en Europe de l'Est en 1956 constitue

un moment capital de la lutte révolutionnaire du prolétariat mondial. Il n'est possible de faire face à la contre-offensive impérialiste exprimée dans la guerre contre-révolutionnaire menée au Vietnam qu'en en tirant toutes les leçons.

## **Le combat des ouvriers hongrois c'est celui des travailleurs du monde entier**

Il y a dix ans, en octobre et en novembre 1956, des journées « ébranlaient le monde » et comme celles qui, en octobre 1917, avaient vu le prolétariat établir son pouvoir en Russie, elles devaient marquer à jamais le mouvement ouvrier international.

Après que les ouvriers polonais aient fait, pour un temps, battre en retraite l'appareil bureaucratique du Kremlin, s'assurant un certain nombre de libertés politiques et d'organisation, les travailleurs hongrois à leur tour, entraient en lutte contre le gouvernement policier de Rakosi et de Geroe, proconsuls de la bureaucratie russe. Tumultueuse, la révolution se développait, réduisant en miettes l'appareil de terreur qui contrôlait le pays, détruisant en même temps les mythes du « socialisme réalisé », de la « déstalinisation », de la « libéralisation ». Le prolétariat hongrois, force motrice de la révolution, précisait ses objectifs en même temps qu'il tendait à se donner les moyens de son pouvoir : les Conseils Ouvriers.

La bureaucratie ne pouvait plus alors trouver de compromis politique garantissant sa sécurité. Elle était face à son inconciliable ennemie : la révolution prolétarienne dont elle redoutait plus que tout qu'elle s'étende en U.R.S.S. même. Elle choisit la solution de l'écrasement militaire, lançant toute une armée contre un petit peuple pratiquement désarmé. Les divisions blindées de la bureaucratie noyaient dans le sang la révolution des conseils ouvriers.

Ce pour quoi luttait les travailleurs de Pologne et de Hongrie, c'est ce pour quoi luttent les masses des pays sous-développés pillés par l'impérialisme, comme les travailleurs des pays capitalistes avancés dont toutes les conquêtes, fruits de décennies de combats, sont menacées par le capitalisme pourrissant. Ils luttent pour le socialisme. D'une manière irréfutable, les témoignages et les documents le prouvent, il n'étaient pas question pour ces travailleurs de revenir sur ce qui était acquis. Il ne s'agissait pas de « rendre » les usines à leurs anciens propriétaires, mais au contraire de défendre contre toute restauration les nouveaux rapports de propriété. Et de les défendre par la seule méthode efficace : celle de la révolution prolétarienne. Les objectifs de la révolution hongroise apparaissent clairement dans les proclamations des organismes nés de la révolution : il s'agit de donner à la classe ouvrière le pouvoir

politique qu'usurpait une clique policière au service de la bureaucratie du Kremlin, en rétablissant la démocratie prolétarienne ; il s'agit de donner à la classe ouvrière, par l'exercice de cette démocratie, le contrôle sur les moyens de production.

Dans ce combat pour le socialisme, les travailleurs se heurtent de front, directement, à l'appareil bureaucratique, à son gouvernement, à sa police politique. De même, dans les pays capitalistes, les travailleurs dans leurs luttes pour renverser le système capitaliste se heurtent aux appareils bureaucratiques, comme le savent les mineurs français, contraints en 1963, après qu'ils aient fait reculer la bourgeoisie et son état, de reprendre le travail sans avoir remporté la victoire parce que l'appareil bureaucratique parvint à les isoler. Comme le savent les marins britanniques, remontés à bord de leurs bagnes flottants sans avoir obtenu une victoire complète parce que l'appareil du Labour Party, avec l'appui du Parti communiste britannique, sabota leur lutte.

Les événements révolutionnaires de Pologne et de Hongrie sont une composante de la lutte des classes internationale en même temps qu'ils en sont un produit — qu'ils affirment son unité.

De là, aussi paradoxal que cela puisse paraître pour des événements « inédits » (des révolutions dans des pays prétendument « socialistes »), leur caractère familier. C'est le style, l'allure des révolutions prolétariennes que l'on retrouve à chaque instant dès qu'on relit les textes encore brûlants d'octobre 1956 : la Commune, 1905, 1917, juillet 1936 en Espagne reviennent tout naturellement à la mémoire. Et, en Pologne et en Hongrie, comme toujours, la lutte révolutionnaire se développe à partir des revendications immédiates des travailleurs, de leurs combats quotidiens, parfois minimes en apparence et dans lesquels s'inscrivent pourtant les buts finals de leur lutte.

Quoi de plus frappant, à cet égard, que ce texte parmi bien d'autres, qui montre, au niveau d'un atelier, les travailleurs hongrois prenant confiance en leurs propres forces et passant à l'offensive :

*« Lorsque Jozef Horvarth, président du comité d'atelier, ouvrit la séance, on sentit que quelque chose d'insolite allait se passer au four Martin de Csepel... A la fin du rapport, toute une "forêt" de mains se leva. D'après les commentaires, il était clair que les ouvriers étaient troublés par un problème qui n'était pas à l'ordre du jour et qui n'était même pas mentionné. »*

*Nous le discutons depuis des mois, déclare Ferenc Vincze, d'un ton ennuyé. Le fait est que notre système de salaires est très compliqué. Nous ne savons jamais sur quelle base nos gains augmentent ou diminuent.*

Quand le Président Horvarth se leva pour parler, les ouvriers guettaient avec impatience ce qu'il avait à dire sur la question.

Ce qui préoccupe chacun, déclara Horvarth, c'est pourquoi un autre touche 2.000 forints quand lui-même n'en touche que 1.000, alors qu'on ferait mieux de travailler davantage.

— Ce n'est pas vrai, nous faisons de notre mieux, crièrent plusieurs ouvriers.

— Jamais encore personne n'avait attaqué si violemment le système de calcul des salaires, tonna Horvarth.

— Avons-nous raison, oui ou non ? Répondez à cette question, interrompit une voix.

— C'est moi qui parle maintenant ! cria Horvarth. Quand j'aurai fini, vous pourrez demander la parole, camarade.

— Si au Parlement on peut poser des questions pendant qu'un ministre parle, alors on ne peut pas nous interdire d'en faire autant ; nous avons le droit de poser des questions, déclara le contremaître Lengyel. »

Oui, la lutte des travailleurs de Pologne et de Hongrie, leur lutte contre des conditions inhumaines de travail, contre la dictature policière de la bureaucratie, pour la démocratie ouvrière, pour le socialisme, est la lutte des travailleurs du monde entier. Elle est une expression et une composante du combat international de la classe ouvrière. Et, de même que dans les pays capitalistes, les appareils bureaucratiques se rangent du côté de l'impérialisme en trahissant les luttes de la classe ouvrière, en Hongrie, la bureaucratie a prouvé une fois encore qu'elle était du côté de l'impérialisme en écrasant la révolution des conseils ouvriers.

## Hongrie et Viet-Nam

Hongrie 1956, Viet-Nam 1966. Le parallèle est tentant, mais il serait faux. Il ne s'agit pas d'événements parallèles mais d'expressions d'un processus unique : la lutte de classe internationale, de moments de la lutte sans merci qui oppose la révolution prolétarienne à la contre-révolution et qui forme la trame de notre époque.

Il n'existe pas deux mondes parallèles qui se renverraient l'un à l'autre la même image. Il existe une réalité unique : la crise de la société capitaliste, la lutte du prolétariat international pour en finir avec cette société.

Dans le cours de sa lutte maintenant plus que séculaire, le prolétariat a conquis des positions politiques : possibilité de s'organiser comme classe dans ses syndicats et ses partis. Il a, en 1917 en Russie, sous la direction du parti bolchevik, brisé

l'appareil d'état de la bourgeoisie dans un pays et commencé à édifier son propre pouvoir, celui des Soviets, des Conseils ouvriers...

Mais, dans un pays donné, tant que la bourgeoisie conserve, par son état, le pouvoir politique et demeure donc la classe dominante, aucune position de la classe ouvrière n'est garantie : seule la lutte pour étendre ces positions, pour préparer et accomplir la révolution prolétarienne peut assurer leur défense. Les organisations que la classe s'est donné n'échappent pas à cette logique de la lutte ; elles sont soumises à la pression matérielle, politique et idéologique de l'ennemi de classe. Leurs directions peuvent céder à cette pression, s'inféoder à la bourgeoisie, devenir ses agences au sein du mouvement ouvrier. Ainsi en a-t-il été des partis de la 2<sup>e</sup> Internationale dont les directions, après avoir opposé à la perspective de la révolution prolétarienne celle d'une transformation graduelle et progressive du capitalisme, ont précisément capitulé devant la manifestation la plus éclatante du caractère totalement réactionnaire de l'évolution capitaliste : la guerre impérialiste.

A l'échelle internationale, de même, aucune conquête, si importante soit-elle, n'est définitive tant que la planète reste dominée par l'impérialisme, que les pays industriellement les plus avancés restent soumis à la dictature du capital.

Isolé, l'état ouvrier russe dégénéra. Née de cet isolement et de l'arriération léguée à la dictature du prolétariat par le tzarisme, une couche bureaucratique s'empara du pouvoir politique. Cette caste ne tirait sa puissance que des bases sociales dues à la Révolution d'octobre, mais elle ne pouvait préserver, face au prolétariat, son pouvoir et ses privilèges que pour autant que la révolution prolétarienne ne s'étende pas. D'où son caractère foncièrement contre-révolutionnaire.

En écrasant la révolution hongroise par la plus sauvage des répressions, la bureaucratie du Kremlin affirmait ce caractère contre-révolutionnaire qu'avaient auparavant exprimé les Procès de Moscou, la politique de collaboration de classe dictée aux Partis communistes lors de la période des « Fronts Populaires », le sauvetage des états bourgeois en Europe à la fin de la guerre. Pour préserver son pouvoir, la bureaucratie n'hésita pas, en 1956, à mettre directement en danger les conquêtes sociales réalisées en Europe de l'Est en s'acharnant contre la seule force sociale capable de les défendre : la classe ouvrière.

Depuis, la pratique de la « coexistence pacifique » n'a fait que préciser la forme sous laquelle s'affirme maintenant le caractère de la bureaucratie : face aux classes ouvrières d'U.R.S.S. et de l'Europe de l'Est, elle doit chercher appui sur l'impérialisme.



Aussi, la relation qui existe entre la Hongrie de 1956 et le Viet-Nam aujourd'hui ne réside pas dans la constatation superficielle qu'il s'agit dans les deux cas de petits peuples attaqués par une « grande puissance ».

Ce n'est bien sûr pas par hasard que ceux qui ont écrasé la Révolution hongroise soient ceux-là mêmes qui laissent écraser la révolution vietnamienne, qui l'isolent face à l'assaut de l'impérialisme. L'écrasement de la révolution hongroise fut la seule victoire — importante même si elle était temporaire — que l'impérialisme ait remporté depuis la seconde guerre mondiale. Ce sont les basses œuvres de l'impérialisme qu'accomplissait la bureaucratie en massacrant les ouvriers de Csepel. La contre-offensive impérialiste engagée au Viet-Nam et qui menace la Chine, c'est en Hongrie qu'elle s'est amorcée.

La révolution hongroise d'octobre 1956 a été le point culminant d'un processus révolutionnaire international dans lequel s'intègrent les combats des peuples coloniaux — victoire de la révolution vietnamienne contre l'impérialisme français — des travailleurs des pays avancés — grève générale d'août 1953 en France — des travailleurs d'U.R.S.S. et de l'Est de l'Europe — insurrection de juin 1953 à Berlin Est, grève de Vorkhouta.

A l'avant-garde de la lutte de classe internationale, le prolétariat hongrois a, en même temps qu'il anéantissait mensonges et mystifications, enrichi l'expérience du mouvement ouvrier international. Ecrasée par la force, la révolution hongroise n'est pas morte. Elle reste vivante parce qu'aucun des problèmes qui sont à son origine n'a été réglé. Elle reste vivante dans les luttes des travailleurs de tous les pays et, en particulier, dans les combats difficiles et qu'atteste la répression, que mènent actuellement les ouvriers de Pologne et de Hongrie.

« *La Commune vaincue ne s'avoue pas battue, elle aura sa revanche* », dit un vieux chant de lutte des travailleurs français. La révolution hongroise, elle aussi, aura sa revanche et à l'échelle du monde.

Cette revanche, il faut la préparer, il faut en construire l'instrument : l'Internationale et ses partis. C'est là tout le sens de la lutte du Comité International de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Aussi, commémorer le 10<sup>e</sup> anniversaire des révolutions polonaise et hongroise, ce n'est pas pour le Comité International et ses organisations observer un rite. Il n'est pas question de saluer les héroïques combattants d'une bataille terminée, ni de se pencher sur un passé révolu. Il s'agit de poursuivre un combat.

C'est pourquoi le Comité International et ses organisations mènent une campagne internationale à l'occasion du 10<sup>e</sup> anniversaire d'octobre 1956, campagne qui, dans le cadre de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, vise à rendre son vrai visage aux luttes des travailleurs de Pologne et de Hongrie, à éduquer l'avant-garde ouvrière sur la base des enseignements de ces luttes, à promouvoir les actions les plus larges pour la défense des militants ouvriers frappés aujourd'hui par la bureaucratie parce qu'ils poursuivent la lutte au nom du programme d'octobre 1956.

## **II. - Révolution et contre-révolution**

### **L'ordre règne à Varsovie...**

### **L'ordre règne à Budapest...**

L'ordre règne aujourd'hui à Varsovie comme à Budapest. Rien ne rappelle les journées révolutionnaires d'octobre 1956 quand le prolétariat polonais se mobilisait pour faire reculer la bureaucratie russe, prêt à défendre ses droits les armes à la main ; rien dans la presse qui évoque les appels ardents et les analyses lucides des jeunes journalistes de « Po Prostu ». Seule force d'opposition légale : l'appareil réactionnaire de l'église catholique qui pèse de tout son poids sur un régime occupé à jeter en prison les militants révolutionnaires qui n'ont pas renoncé...

A Budapest, on ne peut complètement masquer les traces de la Révolution, mais là aussi, en apparence, c'est le calme. Kadar, toujours en place dix ans après qu'il ait reçu le pouvoir des mains des dirigeants du Kremlin, reçoit les représentants du « monde occidental » comme Couve de Murville, représentant du régime gaulliste. Car la Pologne comme la Hongrie, sont à l'avant-garde de la « coexistence pacifique », de la pratique de « bonnes relations entre états de régimes sociaux différents ». Tandis qu'ils ne ménagent pas leurs dénonciations de « l'aventurisme chinois », les dirigeants de ces pays multiplient les relations économiques avec les pays capitalistes avancés. Mais les sourires et les poignées de

main diplomatiques ne changent rien au caractère réel des relations économiques qui s'établissent. A travers elles, c'est la pression de l'impérialisme qui se renforce sur les soi-disant « démocraties populaires ». L'économie de ces pays dépend de plus en plus directement du marché international, de la division internationale du travail. Les échanges avec les pays capitalistes se font dans les conditions imposées par ce marché mondial et la faible productivité du travail des « Démocraties Populaires » comme de l'U.R.S.S. conduit à ce que ces échanges s'opèrent en défaveur de ces derniers. A cela la bureaucratie ne connaît qu'un remède : intensifier le travail, limiter la consommation intérieure. Augmentation des normes, hausses des prix se succèdent et la détérioration de la situation économique s'ajoute à l'ensemble des problèmes politiques et sociaux non réglés.

L'ordre règne à Varsovie et à Budapest, mais il s'agit d'un ordre dont les bases sont fragiles. C'est l'ordre des geôliers.

En Hongrie, où les prix ont augmenté de plus de 40 %, plusieurs dizaines de travailleurs ont été arrêtés sous les motifs « d'agitation contre l'état » ou de « soupçons fondés de préparation d'un complot ». Il s'agit en réalité très souvent d'ouvriers ayant participé aux événements révolutionnaires d'octobre 1956 (des « récidivistes », comme le disait Kadar dans une interview) que l'on emprisonne préventivement. De plus, on menace d'arrêter à nouveau, s'il continue à avoir une activité politique, Miklos Vasarhelyi, qui fut l'un des membres du gouvernement d'Imre Nagy et l'un de ceux à avoir été « jugé » avec lui en juin 1958. Condamné alors à cinq ans de prison, ce vieux cadre du parti communiste hongrois auquel il avait adhéré alors que ce parti était dans l'illégalité, à la veille de la guerre, fut libéré en 1963. A la lumière de ces faits, les propos tenus par Kadar, le 6 novembre 1956, alors qu'il prétendait établir, sous la protection des blindés russes, un « gouvernement ouvrier et paysan », se teignent d'une ironie sinistre :

*« Je répète et je proclame sans équivoque la solennelle promesse faite par notre gouvernement dans l'appel du 4 novembre : aucun ouvrier n'aura à subir les conséquences de sa participation au mouvement de masse commencé le 23 octobre. »*

En Pologne, en mai 1965, deux militants communistes, Karol Modzvelski et Jacek Kuron étaient condamnés pour avoir adressé une lettre ouverte au Parti, analysant la nature du régime. Sept mois plus tard, pour un crime de même nature, la même peine frappait Kazimierz Badowski, vieux militant communiste, membre

de l'opposition de gauche, emprisonné sous le régime réactionnaire de Beck, puis par les Nazis, avant de l'être par les staliniens, animateur des conseils ouvriers en octobre 1956 ; Ludwig Haas, également membre de l'opposition de gauche, déporté en Sibérie lors de l'occupation de la Pologne orientale en 1939 et libéré en 1957 seulement des bagnes staliniens ; Romuald Smiech, jeune intellectuel communiste. A la fin de leur procès, les trois hommes chantèrent « l'Internationale » et défièrent leurs juges du salut communiste : le poing levé.

A sa manière, en aggravant la répression, la bureaucratie commémore le 10<sup>e</sup> anniversaire d'octobre 1956. Il s'agit avant tout de frapper les militants conscients qui ont tiré les leçons des événements de 1956, qui poursuivent la lutte pour les objectifs qui soulevèrent alors des millions d'hommes et qui offrent ainsi une issue aux classes ouvrières d'Europe orientale et d'U.R.S.S. : la révolution politique contre la bureaucratie.

### **La crise conjuguée de l'impérialisme et de la bureaucratie**

De 1943 à 1945, lors de la liquidation du second conflit impérialiste mondial, une vague révolutionnaire sans précédent secoua le monde. Mais, appuyée sur les appareils réformistes et staliniens, la bourgeoisie parvint à l'endiguer : l'impérialisme conserva le contrôle des pays industriellement avancés. Cependant, la lutte de classe, « plus forte que les appareils », se poursuivait dans ces pays avancés comme dans les secteurs coloniaux du globe où cédaient les « maillons les plus faibles ». La victoire de la révolution chinoise en 1949, suivie de la défaite de l'impérialisme français en Indochine remettaient en question l'équilibre établi à la fin de la guerre.

Dans les pays capitalistes avancés, les contradictions sociales atteignaient un degré explosif et, en France, en 1953, la mobilisation de la classe ouvrière posait la question du pouvoir. La grève générale d'août 1953, par son ampleur, sa puissance, la profondeur du mouvement, constitue l'une des expressions les plus avancées de ce processus révolutionnaire international. En même temps, dans cette mobilisation formidable de la classe, s'affirme une modification décisive des rapports au sein de la classe ouvrière, entre les appareils bureaucratiques et les masses. Ces appareils, qui possédaient encore en 1945 un immense capital de confiance, les travail-

leurs, pratiquement, par leur action, en font la critique. C'est contre la volonté des appareils, en fait, que se réalise en août 1953 la mobilisation de classe du prolétariat français, que se constituent les Comités de Grève.

La lutte de classe est internationale. Le « rideau de fer » ne sépare pas les travailleurs d'U.R.S.S. et de l'Europe de l'Est de ceux des pays capitalistes. La situation qui, en 1953-1956 se développe à l'échelle internationale, contraint la bureaucratie russe pour défendre son pouvoir — pouvoir qui repose sur le fait que l'impérialisme continue à dominer à l'échelle mondiale, et que menace donc directement l'extension de la révolution prolétarienne — à chercher de plus en plus ouvertement appui sur l'impérialisme. La diplomatie de la « coexistence pacifique » assurera pour cela l'isolement de la révolution chinoise face à l'impérialisme, tandis que les directions des partis communistes tiendront un rôle de soutien de leur propre bourgeoisie de plus en plus ouvert.

Mais l'impérialisme, de son côté, poursuit à travers les concessions de la bureaucratie ses propres fins : en dernière analyse, la destruction des nouveaux rapports de propriété existant en U.R.S.S., en Chine, dans l'Europe de l'Est, le rétablissement de son hégémonie sociale et politique sur le monde entier.

Comme l'avait défini Léon Trotsky, le régime de la bureaucratie se révèle comme un régime de crise, se débattant dans des contradictions sans issue. Et, contre ce régime, la menace de la révolution prolétarienne prend non seulement la forme du développement de la lutte de classe dans le monde, mais directement celle de l'action des travailleurs d'U.R.S.S. et des pays qu'elle contrôle, se mobilisant pour la révolution politique contre la bureaucratie.

## La révolution politique

La révolution politique, c'est la perspective que dès 1936, à l'époque des Procès de Moscou, de la terreur stalinienne déchainée, Trotsky ouvrait au prolétariat d'U.R.S.S. Cette perspective, il la traçait en fonction de son analyse de la société soviétique et de la bureaucratie, mais aussi à partir du caractère international de la lutte de classe. Pour lui, le sort de l'U.R.S.S. serait tranché, en définitive, « par la lutte de deux forces vives sur le terrain national et international ».

La lutte révolutionnaire contre la dictature bureaucratique ne constitue par une révolution sociale car elle ne vise pas à transformer les rapports de production existants, mais au contraire à défendre, contre l'impérialisme et la bureaucratie, les conquêtes de la Révolution d'octobre, l'abolition de la propriété privée des moyens de production, la planification. A les défendre en rétablissant la démocratie ouvrière, en détruisant la bureaucratie parasitaire, en accomplissant une *révolution politique* qui redonne le pouvoir au prolétariat. Cela ne signifie pas que cette révolution politique n'ait pas un *contenu social* : bien au contraire, son caractère prolétarien, socialiste, est évident. Elle est l'expression, dans les pays où les fondements de la domination capitaliste ont été détruits et où une bureaucratie contre-révolutionnaire s'est emparée du pouvoir politique, de la révolution socialiste internationale.

Les prétendues « démocraties populaires » ne sont certes pas identifiables à l'U.R.S.S. où la dictature du prolétariat établie par la Révolution d'octobre a dégénéré. Dans les pays comme la Pologne et la Hongrie, la vague révolutionnaire de 1943-1945 est allée très loin. La révolution prolétarienne s'y est amorcée (liquidation de la grande propriété foncière, armement des travailleurs, formation de conseils ouvriers qui contrôlent les entreprises abandonnées par l'occupant nazi ou par leurs propriétaires). Mais ce bouleversement révolutionnaire a été contrôlé puis brisé par la bureaucratie appuyée sur l'armée russe, et la transformation sociale de ces pays s'est poursuivie sous la domination totale de la bureaucratie, installée tôt au pouvoir, édifiant un appareil d'état policier, et soumettant étroitement le développement de ces pays aux besoins de la bureaucratie du Kremlin. Ainsi, dans toute l'Europe de l'Est, le phénomène d'oppression nationale a eu et a toujours une importance considérable. De plus, dans ces pays, l'appareil bureaucratique a simplement écrasé sous la terreur policière les masses petites-bourgeoises de la ville et de la campagne ainsi que leurs représentants politiques traditionnels sans s'attaquer aux racines de la petite propriété.

Fondamentalement, pourtant, parce que la nature sociale des régimes de l'Europe de l'Est est la même que celle de l'U.R.S.S., le prolétariat y a les mêmes objectifs. Il ne s'agit pas de remettre en cause les acquis représentés par la destruction de la grande propriété foncière, l'expropriation de la bourgeoisie, il s'agit de les défendre en les approfondissant par la révolution politique contre la bureaucratie.

La révolution politique a commencé non en U.R.S.S. mais dans les états qu'elle contrôlait. Et ce n'est pas le moindre des acquis

des événements révolutionnaires d'octobre 1956 que la convergence totale qui apparaît entre le programme de la révolution telle que le définit Trotsky et les mots d'ordre mis en avant par les révolutionnaires polonais et hongrois.

## Les masses contre la bureaucratie

Il n'est pas question dans les limites de ce texte de retracer, même sous une forme extrêmement succincte, le développement de la lutte en Europe de l'Est et en U.R.S.S., et encore moins de résumer la riche histoire de la révolution hongroise. Il ne s'agit que de rappeler quelques faits saillants nécessaires à l'analyse politique (1).

Le processus révolutionnaire international des années 1953-1956 s'exprima dans les pays contrôlés par la bureaucratie, tout d'abord en Allemagne, cette Allemagne coupée en deux dont le sort résumait dramatiquement la situation du prolétariat européen. En juin 1953, les ouvriers du bâtiment et les métallos de Berlin-Est se mettaient en grève contre l'aggravation de leurs conditions de travail. En de puissantes manifestations, les travailleurs s'élevaient contre la dictature de la bureaucratie et l'occupation russe réclamant la formation d'un « gouvernement des métallos ». La répression brisait le mouvement mais bientôt le combat reprenait au cœur même du système de terreur stalinien, dans l'immense zone concentrationnaire de Vorkhouta. Les détenus, par leur action, faisaient reculer l'appareil policier de la bureaucratie. Pour beaucoup de détenus, les camps devaient s'ouvrir et ce coup d'arrêt porté à la terreur était le signal de toute une série de concessions faites en U.R.S.S. même aux masses.

C'est le point de départ de la « déstalinisation » qui éblouit tant de naïfs intéressés : pour maintenir son pouvoir, la bureaucratie devait céder du terrain aux travailleurs soviétiques et lui offrir, comme bouc émissaire, la dépouille du dictateur. Comme l'écrivait Marx : *« Les réformes n'aboutissent jamais par la faiblesse des forts, mais toujours par la force des faibles. »*

---

(1) A ce sujet, il faut lire l'ouvrage que viennent de publier les E.D.I., *« Pologne-Hongrie 1956 »* (un recueil de documents choisis, traduits et présentés par P. Broue, J. J. Marie et B. Nagy).

Mais ces réformes constituaient des positions permettant à la classe ouvrière de pousser plus loin son offensive. Dans les prétendues « démocraties populaires » en particulier, la situation devient vite explosive. On libérait des hommes jetés en prison quelques années auparavant comme « renégats » et « agents de l'impérialisme » et on admettait que ceux de leurs camarades qui, comme Laslo Rajk en Hongrie, avaient été exécutés, l'avaient été pour des crimes inventés de toutes pièces. Le régime se dévoilait lui-même comme une sanglante imposture en proclamant que le dirigeant génial n'avait été qu'un tyran démentiel. Ces révélations rejoignaient et renforçaient l'expérience quotidienne faite par les travailleurs de la terreur policière, de l'arbitraire bureaucratique, du gaspillage, de la misère du grand nombre et du luxe cyniquement affiché des parvenus. Des « réhabilitations » à grand spectacle ne pouvaient suffire à calmer la colère des masses. Au contraire. Comme un boomerang, la « déstalinisation » revenait frapper ceux qui l'avaient déclenchée.

Paralysé par ses contradictions, l'appareil n'osait frapper ceux qui s'enhardissaient à le critiquer. Les intellectuels d'abord, du fait de leur situation privilégiée, commencèrent à analyser le régime, à le critiquer, à dénoncer violemment la couche sociale qui détenait le pouvoir. Puis, l'interprétation ouvrière de la « déstalinisation » se manifesta avec force en Pologne, à Poznan, en juin 1956, lorsque les ouvriers de l'usine Zispo débrayèrent et organisèrent une manifestation contre les autorités, les ouvriers de l'usine membres du parti communiste polonais, marchant pour la plupart aux côtés de leurs camarades contre les bureaucrates et leur police...

La révolution politique était en marche.

## **Le printemps en octobre**

Après Poznan, la montée révolutionnaire en Pologne se poursuit. Le procès de quelques-uns des manifestants se transforme en procès du régime. Les travailleurs de Varsovie se refusent à voir dans leurs frères de Poznan les jouets d'une provocation réactionnaire tout comme ils se refusent à voir dans les intellectuels qui, dans des journaux comme « Po Prostu » analysent impitoyablement la réalité du régime, des ennemis.

L'étau de la terreur desserré, la classe ouvrière connaît une vie politique intense qui ne s'arrête pas aux frontières du parti communiste. En son sein, au contraire, se creuse l'opposition entre



les cadres moyens, liés aux travailleurs et défendant leurs revendications et l'appareil bureaucratique du parti et de l'état. Dans les sommets, le conflit entre « libéraux » et « staliniens » reflète d'une manière déformée cette crise grandissante. C'est Gozdzik, jeune secrétaire du parti des usines Zeran à Varsovie, qui prend contact avec les « émeutiers » de Poznan. C'est à partir de son activité, de celle d'autres militants comme lui, qu'apparaissent les premiers conseils ouvriers. Comme il devait l'expliquer lui-même plus tard : *« Nous avons commencé à réfléchir. Nous nous sommes alors rappelés les jours de la révolution d'octobre lorsqu'on parlait de délégués ouvriers, de conseils de délégués ouvriers. Nous nous sommes mis à exhumer de notre mémoire et des documents ce qui s'était passé à l'époque de la révolution d'octobre en Union Soviétique. »*

Tout est remis en question : au niveau de l'analyse théorique, la bureaucratie est définie comme une couche contre-révolutionnaire hostile au socialisme ; au niveau de l'action de la classe ouvrière qui, en créant ses conseils ouvriers, commence à poser la question de son pouvoir.

La bureaucratie recule. Elle cherche une solution dans un remaniement complet de son personnel dirigeant. « L'aile libérale » (Cyrankiewicz) va chercher alliance avec l'ancien dirigeant du parti, Gomulka, « nationaliste » et « titiste » emprisonné depuis 1951 et dont la popularité est grande parce qu'il apparaît comme un symbole de la lutte contre la russification et par conséquent contre l'oppression bureaucratique organiquement liée à la domination de la bureaucratie du Kremlin. C'est dans ses propres prisons que la bureaucratie doit trouver une caution vis-à-vis des masses !

Mais il ne s'agit pas d'une simple « reconversion » : Gomulka symbolise pour les masses leurs aspirations, il ne peut conserver leur confiance que s'il reprend, en partie au moins, leurs revendications, et la logique de ces revendications c'est la destruction de la dictature bureaucratique. La lutte pour le retour de Gomulka au pouvoir amorce une véritable et profonde mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière polonaise. C'est à chaud que les dirigeants polonais doivent opérer, sous la pression organisée et vigilante de la classe ouvrière. Lorsque, le 18 octobre 1956, se réunit le 8<sup>e</sup> Plenum du Comité Central du Parti communiste polonais qui doit réintégrer Gomulka à la direction du parti et de l'état, les délégations ouvrières affluent : elles ne réclament pas seulement le retour de Gomulka, mais aussi le départ de Rokossovski, maréchal russe d'origine polonaise et ministre de la défense nationale. Elles réclament la démocratie dans les syndicats, la

réorganisation de l'économie avec la participation effective de représentants des travailleurs.

Ce même 19 octobre, alors que le comité central accepte l'élimination de Rokossowski, Khrouchtchev et d'autres dirigeants russes arrivent. La discussion se prolongera toute la nuit ; ce n'est qu'au matin que les bureaucrates russes repartiront, ayant accepté la « solution Gomulka ». Mais il est clair qu'ils ne l'ont accepté que contraints par l'action de la classe ouvrière polonaise. Ils ont reculé devant un coup de force intérieur combiné avec une intervention extérieure, non seulement parce qu'ils pensaient pouvoir plus tard reconquérir le terrain perdu, mais parce que les Polonais se sont levés en masse contre eux. Dans les usines, les travailleurs veillent en permanence. Des comités se constituent, des milices commencent à se former. Les ouvriers de Zeran s'adressent au Comité Central : *« Nous combattons tous ceux qui ont l'impression que notre démocratisation est une première étape dans le retour à la démocratie bourgeoise. »*

Et le dimanche 21, présentant au pays les résultats du Comité Central, Gomulka doit parler le langage des masses : *« La classe ouvrière ne renoncera jamais à la grève en tant qu'arme de combat... les ouvriers de Poznan n'ont pas manifesté contre la Pologne populaire mais contre les vices si profondément enracinés dans notre système social. »*

Et c'est le communiqué historique, le cri de victoire et d'enthousiasme lancé par Radio Varsovie : *« Le Rubicon a été franchi, c'est le printemps en octobre, c'est un printemps de véritable internationalisme prolétarien. »*

Quelques jours plus tard, dans « Po Prostu », les jeunes communistes Turski et Lasota tirent la leçon de l'événement : *« Que s'est-il passé dans notre pays ? Pour parler le plus simplement et le plus clairement possible, il faut constater qu'une révolution s'est tout simplement accomplie chez nous. Une véritable révolution économique-politique, sociale, idéologique, possédant son propre contenu social, ses propres forces motrices, sa propre direction. Tous ces éléments confirment qu'elle a un caractère de classe défini et qu'elle est indubitablement une révolution socialiste. »*

L'analyse politique était juste quant au contenu du mouvement, quant à sa direction : la révolution politique avait commencé en Pologne. Mais elle n'était pas accomplie. Affaibli, le pouvoir de la bureaucratie demeurerait, ainsi que l'instrument de ce pouvoir, le parti stalinien, dont la nature et la fonction demeuraient déterminées par l'appareil bureaucratique, en dépit des changements de

personnel en son sein, en dépit aussi des prises de position de « l'aile gauche » de ce parti, des militants exprimant les aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière polonaise.

La bataille n'était pas finie et elle était internationale. Comme l'écrivait Roman Zimand, autre porte-parole des révolutionnaires polonais : *« On ne peut parvenir à une résurrection victorieuse du socialisme en Pologne sans exterminer le stalinisme. On ne peut abattre définitivement le stalinisme en Pologne sans mener contre lui une bataille générale dans le mouvement ouvrier international. Cela concerne à la fois la Pologne et les ouvriers du monde entier. »* Zimand écrivait ces lignes sous le coup de la révolution hongroise commencée le 23 octobre et elles paraissaient dans « Po Prostu », le 4 novembre, le jour même où les blindés de la bureaucratie du Kremlin déferlaient sur la Hongrie, ultime réponse des « staliniens déstalinisés » aux aspirations du prolétariat hongrois...

### III. - La révolution hongroise

#### L'explosion révolutionnaire en Hongrie

En Hongrie également, la montée révolutionnaire ne pouvait aboutir qu'à une crise ouverte. Là aussi, c'étaient d'abord les intellectuels qui avaient ouvert la voie. Sous le couvert de l'organisation des jeunesses communistes, s'est formé le Cercle Petofi, qui devient foyer de virulente critique du régime en même temps que moyen d'organisation. Il organise des réunions par secteurs (économistes, philosophes, professeurs). Le 19 juin, la réunion est consacrée aux anciens partisans et la veuve de Rajk, exécuté comme traître et réhabilité, réclame justice. Le 27 juin, c'est un véritable meeting qui se tient sous les auspices du Cercle Petofi : près de 8.000 personnes acclament le grand écrivain et vieux militant communiste Tibor Dery lorsqu'il s'écrie : *« Il faut en finir avec cet état de policiers et de bureaucrates. »*

A son tour, la classe ouvrière sort du silence. Au journal des écrivains « Irodalmi Ujzag », le tourneur Paul Laszlo déclare : *« Jusqu'à présent, nous n'avons dit mot. Nous avons appris pendant*

*ces temps tragiques à être silencieux et à avancer à pas de loup... Nous demandons si l'heure n'est pas venue de jeter pleine lumière sur les grands coupables. Nous voulons savoir la vérité. Nous avons soif non de sang, mais de vérité. Soyez tranquilles, nous parlerons aussi.»*

En Hongrie, un homme plus que tout autre personnifie la terreur stalinienne : Rakosi. L'appareil le sacrifie mais confie les rênes du pouvoir à son complice Gero, vieux guépéoutiste. Le comité central de juillet 1956, qui se défait du trop encombrant Rakosi, fixe en même temps, par la voix de Gero, les limites de la déstalinisation : *«...il faut dire aussi qu'au sein du cercle Petofi et autour de lui commençait à se développer un second centre politique qui s'est opposé au seul vrai centre politique du pays, le comité central du Parti des Travailleurs hongrois. Il est hors de doute que ce défi avait un caractère organisé.»*

En Hongrie aussi il existe un vieux dirigeant du parti, calomnié et persécuté par les staliniens, qui peut incarner les aspirations des masses, symboliser leur volonté de « changement » : Imre Nagy. Il représente la résistance à la « russification », à la terreur sanglante de l'ère Rakosi. Il est populaire auprès de la paysannerie et est unanimement considéré comme un homme intègre. Autour de lui se cristallisent les espoirs des militants communistes, des jeunes intellectuels, qui voient dans une réforme du parti une issue à la situation de la Hongrie.

Cependant la colère des masses monte en même temps que s'accroît leur confiance en elles. Les obsèques solennelles de Lazlo Rajk, le 6 octobre, sont l'occasion d'une manifestation en fait dirigée contre le régime. Le 14 octobre, Imre Nagy est réintégré dans le parti des travailleurs hongrois, mais sans aucune fonction...

Puis ce sont les événements polonais. A leur annonce, meetings et réunions se succèdent les 21 et 22 octobre, en particulier à l'Université Lorand de Budapest où les étudiants précisent les revendications de la jeunesse, « une société socialiste vraiment indépendante ». La direction du Cercle Petofi appelle, pour le lendemain 23 octobre, à une manifestation de solidarité avec la révolution polonaise en même temps qu'elle fait connaître sa position. Elle réclame le retour d'Imre Nagy au Comité Central, l'élaboration d'un nouveau plan, l'adoption d'une politique paysanne rationnelle, le châtement des coupables, le respect du principe d'égalité des nations. *«Le C.C. et le gouvernement doivent assurer le développement de la démocratie socialiste par tous les moyens possibles, en précisant les vraies fonctions du parti, en soutenant les aspira-*

tions légitimes de la classe ouvrière, en introduisant l'auto-administration des usines et en instituant une véritable démocratie ouvrière », affirme le troisième point de cette plate-forme. Interdite puis autorisée, la manifestation du 23 octobre qui commence dans l'après-midi rassemble d'abord la jeunesse étudiante. La foule scande « Nagy au pouvoir », « Les Russes à la porte », « Rakosi en jugement ». Peter Veres, président de l'Union des Ecrivains, harangue les manifestants. C'est en principe la fin. En réalité, tout commence : sortant des usines et des bureaux, ouvriers et employés se joignent au cortège. De plus en plus nombreux, les manifestants exigent avec de plus en plus de force le retour de Nagy. On annonce alors qu'à 20 heures, Gero s'adressera à la population.

Tout le monde croit qu'il va céder, que le pouvoir va passer aux « libéraux ». Mais après les événements de Varsovie, le Kremlin ne veut pas reculer encore et, appuyé sur l'appareil du parti et la redoutable police politique, l'A.V.H., Gero défie les masses. Il est clair : la « déstalinisation », ce sont les staliniens qui l'accompliront, et à leur manière. Il condamne brutalement la manifestation...

La foule se presse devant l'immeuble de la radio. Elle exige qu'une délégation soit reçue, qu'une résolution de protestation soit diffusée. La police secrète ouvre le feu. Bientôt on se bat dans plusieurs endroits de la capitale, des unités de l'armée hongroise passent à l'insurrection, les délégués des étudiants forment un comité révolutionnaire permanent. La révolution hongroise a commencé.

Dans la nuit, le comité central délibère. Il prend deux décisions : d'une part il confie la direction du gouvernement à Imre Nagy, rétabli également dans ses fonctions de membre du comité central et fait appel, pour l'entourer, à certains de ses amis politiques. D'autre part, il fait appel aux troupes russes pour « maintenir l'ordre ». Imre Nagy est ainsi à la fois un chef du gouvernement et un otage. Prisonnier d'une décision prise en son nom, son prestige est en même temps utilisé pour désorienter les masses, pour qu'elles acceptent ce « maintien de l'ordre ».

Il n'en sera rien : l'annonce faite le 24 octobre de la nomination de Imre Nagy au poste de premier ministre n'interrompt pas les combats. Ils gagnent la province. La grève générale insurrectionnelle paralyse toute la Hongrie. Partout l'on se bat contre les hommes de l'A.V.H. et les troupes russes.

Une apparente unanimité réunit toutes les couches de la population dans la haine des hauts bureaucrates du parti, des parvenus

du « socialisme », de la police secrète, de l'occupant. Quant au gouvernement, il n'exerce de pouvoir réel que dans les périmètres délimités par les troupes de répression et l'armée russe : il n'a aucun appui dans le pays. Le parti communiste (le parti des travailleurs hongrois) a explosé : d'un côté une couche étroite de profiteurs, de l'autre la grande masse des cadres moyens et des militants qui participent à la révolution.

La révolution s'organise au fur et à mesure qu'elle se développe : à Budapest, dans les grands centres comme Miskolc, Sopron, Győr, se forment des conseils ouvriers, des comités révolutionnaires. Ainsi, le 27 octobre, le conseil ouvrier de Miskolc communie : *« Depuis deux jours, la ville de Miskolc est dirigée par le Conseil Ouvrier et le Parlement étudiant. Le conseil ouvrier a pris le contrôle de la garnison et de la police. »* Les conseils organisent et dirigent la lutte, commencent à exercer un pouvoir de fait et dressent le programme de la révolution. Car, sous la diversité des formules, c'est bien un programme unique qui apparaît dans les proclamations issues des journées révolutionnaires.

Comme l'écrit F. Manuel dans « La révolution hongroise des conseils ouvriers » : *« Leur programme (celui des conseils), malgré des formulations différentes, est remarquablement cohérent : tous veulent le départ immédiat des Russes, la dissolution de l'A.V.H., la promesse d'élections libres, la liberté pour les partis démocratiques, l'indépendance des syndicats et le droit de grève, la liberté de presse et de réunion, la révision des plans et la hausse des salaires, la liberté de l'art et de la culture. Tous par leur existence même, revendiquent le droit de l'ouvrier hongrois de prendre en main son propre sort. Tous exigent un gouvernement révolutionnaire comprenant les représentants des insurgés. Par leur exemple, par leur action, ils sont un danger mortel pour la bureaucratie comme pour les impérialismes. »*

Les Conseils n'ont pas perdu confiance en Imre Nagy. Ils acceptent le dialogue avec lui. Mais il ne leur suffit pas qu'il dise accepter leurs revendications. Ils exigent d'abord le retrait des troupes russes, la dissolution de l'A.V.H. pour déposer les armes.

La lutte révolutionnaire continue donc et elle remporte des succès : il semble qu'il devienne difficile d'utiliser à des fins répressives les forces russes dont beaucoup étaient stationnées depuis longtemps en Hongrie. La situation politique elle-même devient intenable pour la bureaucratie du Kremlin. Elle a besoin d'une trêve et cela explique que dans les derniers jours d'octobre Imre Nagy retrouve une véritable liberté d'action.

Les événements vont alors aller vite. Dans les faits va se traduire le rapport des forces réel créé par les victoires de la révolution : recul forcé de l'armée russe, destruction de l'appareil de terreur.

Le 27 octobre, Imre Nagy annonce la formation d'un nouveau gouvernement comprenant des opposants communistes connus comme Losconczy et les leaders de l'ancien parti des petits propriétaires, Bela Kovacks et Zoltan Tildy dont la présence doit rallier la paysannerie. Mais les insurgés ne mettent pas bas les armes pour autant ; par exemple, le conseil de Magyarovar déclare : « *Nous voulons bien soutenir le nouveau gouvernement, mais il doit d'abord nous montrer son esprit avant que nous lui fassions pleinement confiance.* »

C'est dans la nuit du 27 au 28 octobre que Imre Nagy reprend contact avec les délégués du « Comité Révolutionnaire des Etudiants » et négocie avec eux. Le 28 octobre, une trêve sera signée avec eux, et dans un discours Nagy affirme : « *Le gouvernement rejette l'opinion qui veut que le formidable mouvement populaire actuel soit une contre-révolution... Le gouvernement désire s'appuyer en premier lieu sur la classe ouvrière.* » Le 29 octobre, « Szabad Nep », l'organe du parti communiste, annonce la constitution du Comité Révolutionnaire des Intellectuels hongrois et publie son programme dont les principaux points sont : règlement immédiat des relations avec l'U.R.S.S. et retrait des troupes russes ; élections générales et secrètes ; rien ne doit être rendu aux capitalistes ou aux grands propriétaires. Les usines doivent être dirigées par des conseils ouvriers librement élus ; abolition de l'ancien système des normes ; indépendance des syndicats ; renonciation à la collectivisation forcée dans les campagnes.

Et le 30 octobre, Nagy déclare : « *...En plein accord avec la présidence du parti des travailleurs, le gouvernement national hongrois a décidé de prendre des mesures décisives pour la vie du pays. Dans l'intérêt de la démocratisation ultérieure de notre pays et simultanément avec l'abolition du système de parti unique, nous installons le gouvernement sur les mêmes bases qu'en 1945, c'est-à-dire à l'époque de la coalition des partis démocratiques. A cet effet, nous avons créé à l'intérieur du gouvernement un cabinet restreint dont la composition sera la suivante : Imre Nagy, Zoltan Tildy, Bela Kovacks, Ferenc Erdei, Janos Kadar, Geza Losconczy et un délégué du parti social-démocrate...* »

Au nom du gouvernement national, j'annonce que nous reconnaissons les organismes locaux à direction autonome qui se sont formés démocratiquement et en conséquence de la révolution, que

*notre gouvernement s'appuie sur ces organismes et approuve leur autorité. »*

Ainsi, en même temps qu'Imre Nagy cherche à élargir la base de son gouvernement du côté de la paysannerie et de la petite-bourgeoisie par la présence de leurs porte-parole, il signifie clairement que son gouvernement ne tire son autorité que des conseils, des comités nés de la révolution, conseils et comités qui représentent essentiellement le prolétariat en armes et dont le programme s'affirme, sans équivoque, socialiste.

Dans les jours qui suivent, tandis que les Russes opèrent lentement l'évacuation de leurs troupes, on assiste à la création précipitée d'une foule d'organisations politiques. Certaines complètement nouvelles, nées de la révolution. D'autres qui sont la reconstitution de certains partis de la démocratie bourgeoise (parti des petits propriétaires, parti national paysan, etc.). Au sein de la classe ouvrière où il a toujours disposé d'une forte influence et d'une tradition militante, le parti social-démocrate se réorganise. Et, le 2 novembre, Imre Nagy, Janos Kadar et Georg Lukacs forment un nouveau parti communiste, le « Parti socialiste ouvrier ».

A partir du 31 octobre, les conseils ont reconnu le gouvernement Nagy et ont appelé à la reprise du travail. Sous leur contrôle, la vie sociale commence alors à être réorganisée. L'ordre se rétablit, un ordre dont les travailleurs en armes, occupant leurs usines et ayant détruit l'appareil de terreur de Rakosi et de l'A.V.H., sont les véritables garants.

C'est alors cependant que l'on constate des mouvements de troupe russes, c'est alors que se prépare, facilitée par la trahison de Kadar et de quelques autres, la seconde intervention russe...

## **Le programme de la révolution des conseils. Les forces motrices de la révolution hongroise**

La révolution hongroise n'a pas besoin d'être justifiée. Les travailleurs morts les armes à la main en luttant contre les forces de répression d'une bureaucratie réactionnaire prête à tout pour défendre son pouvoir et ses privilèges n'ont pas besoin qu'on plaide pour eux. Mais ce serait desservir la cause de la révolution hongroise — et donc de la révolution socialiste internationale — que de ne pas chercher à bien comprendre son déroulement. Un phénomène historique aussi gigantesque qu'une révolution ne saurait être



simple, linéaire. L'analyser, c'est saisir, dans le fourmillement des événements, la succession des étapes, son contenu social, ses forces motrices et son programme.

Ce qui frappe d'abord, dès le 23 octobre, c'est l'isolement de l'appareil d'état et de celui du parti. Nul soutien ne lui vient d'un secteur quelconque de la nation. Face à toute la population, rejointe par l'armée et la majorité de ses cadres, on ne trouve autour des proconsuls du Kremlin qu'une mince couche de parvenus, de prébendiers et des policiers tortionnaires.

La population est unanime à réclamer l'indépendance nationale, la fin du régime de terreur, le châtement des coupables. Mais la population reste divisée en classes sociales. Par décret, la bureaucratie a pu proclamer que ces classes n'existaient plus. Il n'en est rien, leurs racines n'ont pas été extirpées, et ces classes, aussitôt brisé l'étau policier, tendent à affirmer leurs revendications propres, à se donner leur représentation politique. Aux côtés du prolétariat, la petite-bourgeoisie urbaine, la petite et la moyenne paysannerie se manifestent avec leurs espoirs, leurs illusions.

Souligner que tous se retrouvaient sur des revendications de caractère national, ce n'est pas contester la valeur révolutionnaire de ces mots d'ordre. L'oppression nationale odieuse, l'occupation militaire, étaient des expressions du caractère réactionnaire de la bureaucratie. La lutte contre elles n'était en rien la poursuite d'un objectif rétrograde mais tout au contraire l'application concrète d'une politique internationaliste et révolutionnaire. C'était une des tâches de la révolution, une tâche qui revenait au prolétariat luttant pour établir son pouvoir.

Car, et c'est cela qui est décisif, au fur et à mesure que la révolution s'approfondissait, le prolétariat y prenait un rôle dirigeant. Pas seulement parce que les ouvriers étaient au premier rang des combattants, mais parce qu'ils se *battaient comme classe*.

Le caractère prolétarien de la révolution hongroise est primordial dans le fait que le prolétariat, pour combattre la bureaucratie, s'est donné la forme d'organisation la plus haute qui puisse l'exprimer comme classe, unie et indépendante, les Conseils Ouvriers. Ces conseils que les travailleurs ont toujours forgé aux moments les plus élevés de leur lutte contre le vieux monde, en Russie en 1905 et 1917, comme en Allemagne en 1919 ou en Espagne en 1936. « Tout le pouvoir aux Soviets », c'est sous ce mot d'ordre que commença en Russie, sous la direction du parti de Lénine et de Trotsky, la révolution socialiste internationale. C'est ce drapeau que relevaient les ouvriers de Hongrie.

Aussi, les divers plans constitutionnels hâtivement élaborés dans la fièvre des journées révolutionnaires, les tendances à considérer le rétablissement de la démocratie comme un retour à une démocratie parlementaire ne constituent que des éléments secondaires. La démocratie qui s'établissait réellement, sur la base de la propriété collective des moyens de production, c'était la démocratie ouvrière, celle des Conseils, défendue par les ouvriers en armes. En d'autres mots, la révolution hongroise conduisait bel et bien à la dictature du prolétariat, c'est-à-dire à la domination comme classe du prolétariat, exercée à travers ses propres organismes : les Conseils.

Politiquement, la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes oscille entre la bourgeoisie et le prolétariat. L'un des caractères importants de la révolution hongroise, c'est que face au prolétariat affirmant son rôle dirigeant, il n'existait pas de *direction bourgeoise*. Les éléments réactionnaires comme le Cardinal Mindzenty ne jouèrent aucun rôle. Et si personne n'osa remettre en question les nationalisations et la planification, ce n'est pas qu'il n'existait pas des forces restaurationnistes, mais c'est que la défense de la propriété collective des moyens de production était un point central du programme des conseils ouvriers.

Dans les premiers jours de novembre, la révolution hongroise n'était pas terminée. La classe ouvrière hongroise n'aurait certes pas assuré son pouvoir sans de rudes luttes politiques. Mais c'était elle qui l'emportait et c'est contre elle, contre ses Conseils que la bureaucratie devait mobiliser de colossaux moyens militaires.

Nous avons déjà parlé du programme des conseils ouvriers. Il était clair. Citons, parmi bien d'autres, encore un document, le programme des Syndicats, publié le 27 octobre et qui rassemble les mots d'ordre avancés par la plupart des Conseils Ouvriers.

Le voici, tel que le résume F. Manuel dans « La révolution hongroise des conseils ouvriers » : « *fin des combats par la négociation avec les chefs de la jeunesse insurgée, constitution d'une garde nationale, avec ouvriers et jeunes renforçant l'armée et la police, négociations pour le départ des troupes russes. Ils réclament en outre la constitution de conseils ouvriers dans toutes les usines avec droit de regard sur la planification et l'établissement des normes. Ces conseils permettront d'instaurer une véritable « direction ouvrière » et par conséquent une transformation radicale du système de planification et de direction de l'économie. Conscient du rôle parasitaire de la bureaucratie installée dans les*

*entreprises, ils demandent en même temps que l'augmentation immédiate et dégressive des salaires inférieurs à 1.500 forints l'établissement d'un plafond maximum pour les salaires mensuels à 3.500 forints. Cette revendication, qui rejoint celle des étudiants de Szeged à la veille de l'insurrection, montre à quel point les travailleurs hongrois avaient pris conscience du rôle joué dans la division des travailleurs par la hiérarchie des salaires, une des clés de voûte du système de la bureaucratie stalinienne. Les syndicats exigeaient aussi le droit de grève, la condamnation des normes de travail. Ils proclamaient, le 3 novembre, leur indépendance à l'égard de tout parti politique et de tout gouvernement, ainsi que leur volonté de participer à la direction des organismes révolutionnaires et aux prochaines élections générales.»*

## **La seconde intervention russe et la résistance ouvrière**

Le 31 octobre, de nouvelles troupes russes franchissaient la frontière. C'est aussi le jour où les impérialistes anglais et français attaquent l'Égypte dont le gouvernement a nationalisé le Canal de Suez. Ce sera le dernier effort d'impérialismes désormais mineurs pour affirmer « leurs » droits sur « leur » empire colonial. Mais la situation internationale ainsi créée va faciliter les plans du Kremlin. Le mouvement ouvrier international, comme paralysé, voit les réformistes (Guy Mollet est alors président du conseil) participer pleinement à une agression impérialiste, tandis que les appareils des partis communistes approuvent l'agression russe en Hongrie...

La Hongrie, en effet, ne connaîtra que quelques jours d'indépendance. Le 1<sup>er</sup> novembre, en même temps que son autorité se consolide à l'intérieur du fait du ralliement des conseils ouvriers, Nagy tente encore de négocier. Il rencontre à Budapest Mikoyan et Souslov et proclame la neutralité de la Hongrie et sa volonté de quitter le pacte de Varsovie. Le 3 novembre, le gouvernement d'Imre Nagy est élargi à des représentants du parti socialiste, et Pal Maleter, dirigeant militaire de l'insurrection, est nommé ministre de la défense. Le même jour, l'on apprend que, sur leur demande, sont relevés du gouvernement, Imre Horvath, Ferenc Muennich, Antal Apro et Georg Lukacs. Quant à Kadar, il disparaît... Le soir, alors qu'il devait négocier avec l'état-major russe des modalités du retrait des troupes, Pal Maleter est enlevé et le 4 novembre à l'aube, les colonnes blindées de l'armée russe attaquent. En même

temps, un « gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan », formé par Kadar, se prononce pour cette intervention, au nom de la lutte contre « la contre-révolution »...

Trahie, isolée, submergée par une puissance militaire colossale, la classe ouvrière hongroise se bat. C'est la classe ouvrière, comme en témoignent l'intensité des combats dans les quartiers prolétariens de Budapest, à Csepel, dans les centres industriels comme Dunapentele, qui est la force motrice de la résistance. En dépit de la disproportion des forces en présence, la lutte militaire continua jusqu'au 11 novembre dans les centres ouvriers.

Mais militairement écrasée, la révolution hongroise n'était pas morte. En dépit des lourdes pertes, en dépit de la répression commençante, des arrestations, des déportations, la classe ouvrière continuait à agir politiquement, de manière organisée, comme classe, reconstituant ou maintenant ses conseils. Et sous leur direction, la grève générale totale paralysait le pays démontrant aux yeux du monde la réalité du prétendu « gouvernement ouvrier et paysan » de Kadar, plaçant les dirigeants russes dans une situation difficile, en dépit de leurs « succès » militaires. « L'Humanité » de l'époque se ridiculisa en annonçant jour après jour que le « travail reprenait ».

Dans ces tragiques journées de novembre, la classe ouvrière hongroise écrivit l'une des pages les plus glorieuses de la lutte de classe internationale. Face au gouvernement Kadar et à l'occupation russe, elle maintint ses Conseils, parvint à leur donner une liaison à l'échelle nationale, pour aboutir à la fondation d'un Conseil National ouvrier. En fait, pendant tout le mois de novembre, une situation de « double pouvoir » exista en Hongrie, témoignant de la profondeur de la révolution hongroise.

Le gouvernement Kadar n'était pas tellement utile comme justification de l'intervention soviétique. Cela ne trompait personne. Son rôle était de semer la confusion parmi les masses du fait de la personnalité de Kadar, opposant communiste et compagnon de Nagy. Il se présentait comme un gouvernement prêt à réaliser avec les travailleurs le programme qui était à l'origine de la révolution. Il n'est pas question ici de retracer l'histoire des conseils en novembre 1956, les changements de direction qui, au sein de ces conseils, manifestèrent une conscience de plus en plus claire de l'avant-garde ouvrière hongroise. Il suffit de constater que l'important n'est pas que se soit d'abord développé dans les conseils une tendance « conciliatrice », mais que cette tendance fut vite

dépassée par l'évolution consciente des militants qui composaient les conseils (2).

Il n'y avait pas de conciliation entre la révolution et la contre-révolution. Et finalement, c'est uniquement en s'appuyant sur le rapport des forces existant à l'échelle internationale (intervention impérialiste à Suez, situation du mouvement ouvrier international, coalition des directions bureaucratiques contre la révolution hongroise) et nationale (et là c'est l'occupation militaire qui était l'élément déterminant) que le gouvernement Kadar a pu écraser les conseils. Il l'a fait par les armes classiques de la réaction anti-ouvrière : le mensonge, la délation, la calomnie, la faim, la prison et le peloton d'exécution pour les « meneurs ».

Il n'y a pas eu de « ralliement » de la classe ouvrière. Jusqu'au bout, elle est restée fidèle au programme de la révolution, ce programme que le Conseil Ouvrier central de Budapest reprenait comme un défi, le 14 novembre 1956 :

*« 1. Nous les ouvriers estimons que le rétablissement du calme et de l'ordre exige l'attribution de la direction à une personnalité jouissant de la confiance du peuple. Nous proposons donc que le camarade Imre Nagy assume la direction du gouvernement.*

*2. Nous protestons contre le fait qu'au sein des nouveaux organes de sécurité, on nomme les membres des anciens services de sécurité.*

*3. Libération de tous les détenus actuels.*

*4. Retrait rapide des troupes soviétiques.*

*5. Nous revendiquons que la radio et la presse ne diffusent plus des informations ne correspondant pas aux faits.*

*6. Tant que nos exigences ne seront pas satisfaites, nous ne permettrons que le fonctionnement des entreprises indispensables pour assurer la vie quotidienne de la population.*

*7. Nous exigeons l'abolition du système unipartite et la seule reconnaissance des partis se fondant sur le socialisme.*

*8. Le travail sera repris dès que nous recevrons des réponses satisfaisantes.»*

---

(2) Sur cette période cruciale de la révolution hongroise, lire « La formation du conseil central ouvrier de Budapest en 1956 », de B. Nagy (Correspondances socialistes).

Pour écraser le prolétariat hongrois isolé, il faudra à la bureaucratie du Kremlin et à ses complices des semaines et des semaines de lutte acharnée, marquée par l'interdiction de la réunion du Conseil National ouvrier, l'enlèvement de Nagy par les Russes le 23 novembre, les contre-attaques de la classe ouvrière déclenchant à nouveau, au début décembre, alors que les conseils ouvriers sont décimés par l'arrestation massive de leurs dirigeants, la grève générale. Ce n'est que le 9 décembre que Kadar ose dissoudre les conseils ouvriers, ce qui provoque une nouvelle grève générale les 10 et 11 décembre à laquelle le pouvoir répond par l'arrestation de Sandor Racz, président du conseil ouvrier central de Budapest...

En janvier 1957 encore, à de multiples reprises, l'appareil doit admettre que la résistance des travailleurs entrave la reconstitution du « parti des travailleurs » dans les entreprises.

La répression la plus sauvage se développera alors culminant en juin 1958 par l'assassinat après une parodie de procès de Imre Nagy, de Miklos Gimes, de Geza Losonczy, de Jozsef Szilagyi et Pal Maleter, non seulement à cause de leur rôle dans la révolution hongroise mais aussi parce qu'en dépit de tout ils refusèrent de condamner la révolution hongroise, qu'ils s'en déclarèrent jusqu'au bout solidaires et que par leur seule existence ils étaient un intolérable défi pour la bureaucratie, sanglante mais apeurée...

## **Révolution et contre-révolution**

L'action du prolétariat hongrois en octobre, sa résistance après la seconde intervention russe, son programme, ses formes d'organisation définissent la révolution hongroise comme une révolution politique contre la bureaucratie, une révolution prolétarienne et socialiste dans son contenu. C'est contre cette révolution que la bureaucratie s'est déchaînée, affirmant ainsi son caractère fondamentalement contre-révolutionnaire, sa peur panique de la démocratie prolétarienne.

La révolution c'était les travailleurs formés en Conseils et la contre-révolution c'était l'appareil bureaucratique, appuyé sur sa police politique et les blindés.

La révolution, elle, était du côté des travailleurs qui, fidèles à l'internationalisme prolétarien, s'adressaient le 7 novembre, jour anniversaire de la révolution russe, aux soldats soviétiques dans ces termes :

« Soldats ! Vous avez gagné la liberté et construit votre pays au prix d'une révolution sanglante. C'est aujourd'hui le 39<sup>e</sup> anniversaire de cette révolution. Pourquoi voulez-vous nous opprimer et nous refuser la liberté ? Vous voyez bien que ce ne sont pas les propriétaires d'usines, les propriétaires terriens et la bourgeoisie qui prennent les armes, mais le peuple hongrois qui lutte désespérément afin d'obtenir les droits pour lesquels vous avez combattu en 1917. Soldats soviétiques, vous avez prouvé à Stalingrad que vous saviez défendre votre pays contre l'agression étrangère. Pourquoi êtes-vous surpris que nous défendions notre pays ? »

*Soldats soviétiques, ne prenez pas les armes contre la nation hongroise. »*

La contre-révolution, elle était du côté de tous ceux qui acceptaient ou justifiaient l'écrasement du prolétariat hongrois, partie intégrante de la classe ouvrière internationale, par la bureaucratie réactionnaire avec la complicité de l'impérialisme.

## IV. - L'actualité de la révolution hongroise

Friedrich Engels, pour le 20<sup>e</sup> anniversaire de la Commune de Paris, écrivait : « *Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris, c'était la dictature du prolétariat.* »

Dans leur lutte contre la bureaucratie, ce sont les objectifs du prolétariat international que les ouvriers hongrois ont repris. Il n'est pas possible aujourd'hui de comprendre les buts de la révolution socialiste internationale sans se référer à la révolution hongroise, à l'expérience des travailleurs hongrois, à l'acquis de leur lutte.

La révolution, comme l'expliquait Trotsky dans son « Histoire

de la révolution russe », c'est ce moment où « la conscience théorique la plus élevée de l'époque fusionne avec l'action directe des couches les plus profondes des masses opprimées ».

Cette fusion, la révolution hongroise l'exprime par la saisissante convergence des revendications élaborées dans le cours de la lutte par les conseils ouvriers et le programme de la révolution politique tel qu'il est tracé dans le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, le programme de transition :

*La nouvelle montée de la révolution en U.R.S.S. commencera, sans aucun doute, sous le drapeau de la LUTTE CONTRE L'INÉGALITÉ SOCIALE ET L'OPPRESSION POLITIQUE. A bas les privilèges de la bureaucratie ! A bas le stakhanovisme ! A bas l'aristocratie soviétique avec ses grades et ses décorations ! Plus d'égalité dans le salaire de toutes les formes de travail !*

*La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usines, pour la liberté de réunion et de presse, se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la DÉMOCRATIE SOVIÉTIQUE.*

*La bureaucratie a remplacé les Soviets, en tant qu'organe de classe, par la fiction du suffrage universel, dans le style de Hitler-Gœbbels. Il faut rendre aux Soviets non seulement leur libre forme démocratique, mais aussi leur contenu de classe. De même qu'auparavant la bourgeoisie et les koulaks n'étaient pas admis dans les Soviets, de même maintenant LA BUREAUCRATIE ET LA NOUVELLE ARISTOCRATIE DOIVENT ÊTRE CHASSÉES DES SOVIETS. Dans les Soviets, il n'y a place que pour les représentants des ouvriers, des kolkhoziens du rang, des paysans, des soldats rouges.*

*La démocratisation des Soviets est inconcevable sans la LÉGISLATION DES PARTIS SOVIÉTIQUES. Les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par leurs libres suffrages, montreront quels partis sont soviétiques.*

*REVISION DE L'ÉCONOMIE PLANIFIÉE de haut en bas, en ayant en vue les intérêts des producteurs et des consommateurs ! Les comités d'usine doivent reprendre le droit de contrôle sur la production. La coopération de consommation, démocratiquement organisée, doit contrôler la qualité des produits et leurs prix.*

*RÉORGANISATION DES KOLKHOZES en accord avec la volonté des kolkhoziens et selon leurs intérêts !*



*La politique internationale conservatrice de la bureaucratie doit faire place à la politique de l'internationalisme prolétarien. Toute la correspondance diplomatique du Kremlin doit être publiée. A BAS LA DIPLOMATIE SECRÈTE !*

*Tous les procès politiques montés par la bureaucratie thermidorienne doivent être révisés, dans les conditions d'une publicité complète et d'un libre examen. Les organisateurs des falsifications doivent en supporter le châtement mérité.*

## **La portée internationale de la révolution hongroise**

Cette convergence entre le programme de transition et les mots d'ordre mis en avant par la classe ouvrière hongroise souligne la portée internationale de la révolution hongroise. Le programme de transition généralise, au niveau le plus élevé de la théorie, l'expérience des luttes de la classe ouvrière, leur caractère international. Et octobre 1956 a constitué le point culminant d'un processus révolutionnaire qui s'est développé en U.R.S.S. et dans toute l'Europe de l'Est et qui ne trouvait pas son origine dans une évolution « autonome » de ces pays, mais tout au contraire, dans la situation créée par les rapports de force entre les classes à l'échelle internationale.

La mobilisation révolutionnaire des travailleurs de l'Allemagne de l'Est, de Pologne, de Hongrie, la révolution politique n'ont pas constitué une simple réfraction de la crise de l'impérialisme, de la modification du rapport des forces international entre les classes dû à des événements comme la victoire de la révolution chinoise, l'écroulement des vieux empires coloniaux, le niveau atteint par les combats de classe dans les pays capitalistes avancés. Cette mobilisation révolutionnaire, au contraire, est un élément constituant de toute cette phase de la lutte des classes.

La crise du stalinisme n'est pas qu'un reflet de la crise de l'impérialisme, pas plus qu'elle n'est un phénomène autonome. Elle est une expression et une composante de la lutte des classes à l'échelle internationale. C'est pourquoi l'on peut définir la phase actuelle de cette lutte comme celle de la crise conjuguée de l'impérialisme et de la bureaucratie.

Rapprocher juin 1953 à Berlin-Est de la grève générale d'août 1953 en France, le développement de la lutte des classes

dans les pays capitalistes en 1953-1956 des mouvements révolutionnaires en Europe de l'Est, n'est pas souligner une coïncidence chronologique. En juin 1953, pour la première fois, les ouvriers passaient, à l'égard de la bureaucratie, des armes de la critique à la critique des armes. Dans la période 1953-1956, le programme de la révolution politique devenait, à travers la mobilisation consciente de millions d'hommes, une « force matérielle ».

Cependant, dans les pays capitalistes avancés, en particulier en France, les luttes de la classe ouvrière — la grève générale d'août 1953, la grève du prolétariat nantais en août-septembre 1955 — posaient la question du pouvoir. Et, dans leur développement, ces luttes entraient directement en conflit avec l'appareil bureaucratique stalinien, à une échelle sans précédent. Le carcan de l'appareil ne devait pas être brisé, mais de nouveaux rapports s'établissaient entre lui et les masses.

Dans leurs luttes qui tendaient vers la révolution sociale, vers le renversement du capitalisme et de son état, les travailleurs des pays capitalistes se heurtaient à l'appareil contre-révolutionnaire du stalinisme. Le degré atteint par les contradictions sociales contraignait cet appareil à se porter ouvertement au secours de la classe ennemie.

Dans leur mobilisation révolutionnaire contre la bureaucratie qui les opprimait, les travailleurs de l'Europe de l'Est reprenaient les revendications fondamentales de la révolution socialiste. Révolution sociale et révolution politique s'affirmaient ainsi dans leur unité, comme des expressions du mouvement révolutionnaire international du prolétariat.

A l'avant-garde de ce mouvement, la révolution hongroise rétablissait pratiquement, au niveau de l'action politique, l'unité internationale de la lutte des classes. Elle l'exprimait concrètement par l'unité du prolétarien européen, redonnant toute sa signification et toute son actualité au mot d'ordre des « Etats-Unis Socialistes d'Europe » comme affirmation unifiée des objectifs du prolétariat européen dans les pays capitalistes aussi bien qu'en U.R.S.S. et dans les prétendues « Démocraties Populaires ».

A l'avant-garde des luttes du prolétariat international, la révolution hongroise était un coup porté contre l'impérialisme. Tout autant que la bureaucratie, la bourgeoisie internationale craignait l'établissement d'une république des Conseils Ouvriers au cœur de l'Europe. Consciente du rôle contre-révolutionnaire du stalinisme, elle savait que sa destruction par l'action révolutionnaire des masses stimulerait d'une façon prodigieuse les travailleurs du monde

entier dans leur combat contre l'exploitation capitaliste. Aussi ne s'est-elle pas seulement contentée par tous les moyens de sa propagande de défigurer la révolution hongroise, de nier ou de minimiser le rôle des Conseils, de la présenter — en accord avec la bureaucratie du Kremlin — comme une contre-révolution sociale. Elle a, en fait, directement aidé à son écrasement — laissant la bureaucratie se discréditer par sa sanglante répression — en paralysant, avec l'aide de ses agences dans le mouvement ouvrier, les bureaucraties réformistes, toute manifestation de solidarité prolétarienne internationale.

Pour la bureaucratie du Kremlin — et cela reste vrai quelles que soient les rythmes et les étapes — la révolution hongroise a marqué le commencement de la fin. La menace de la révolution prolétarienne s'est concrètement présentée sous la forme de la révolution politique contre la bureaucratie. Face à elle, la bureaucratie n'a pu répondre qu'en reprenant les méthodes classiques de la répression anti-ouvrière, qu'en écrasant militairement la révolution hongroise. Cette révolution a accéléré le mouvement qui, inexorablement, pousse la bureaucratie à s'appuyer de plus en plus sur l'impérialisme contre la menace de la révolution prolétarienne, précisément exprimée pour elle par l'action des travailleurs d'U.R.S.S. et d'Europe de l'Est.

La panique de la bureaucratie du Kremlin en 1956 s'explique par le fait que le mouvement gagnait l'U.R.S.S. Pour se convaincre des répercussions immédiates qu'aurait eues en U.R.S.S. la victoire de la révolution hongroise, il suffit de rappeler l'agitation qui gagna, après la seconde intervention russe, l'Université et même les casernes, à Leningrad et à Moscou.

### **La portée internationale de l'écrasement de la révolution hongroise**

La révolution hongroise a marqué le point culminant du processus révolutionnaire qui s'est développé en 1953-1956. Son écrasement, répétons-le, *a constitué une victoire pour l'impérialisme, la première victoire d'importance qu'il ait remportée depuis la fin de la guerre, une victoire à partir de laquelle il organise, mondialement, sa contre-offensive.*

Tout d'abord en Europe de l'Est — en particulier en Pologne — l'action militaire de l'U.R.S.S. semblait tracer une ligne infranchis-

sable. « Eviter le sort de la Hongrie » fut l'alibi à l'abri duquel on « restalinisa », reconsolidant l'appareil, reprenant une à une les concessions démocratiques arrachées par les masses.

Plus encore, la nécessité pour la bureaucratie d'entrer directement en lutte contre le prolétariat la conduisait fatalement, tant en U.R.S.S. que dans les différents pays de l'Europe de l'Est, à s'appuyer de plus en plus sur des forces sociales réactionnaires, à frayer la voie aux menaces de restauration capitaliste. Menaces qui seront nourries et amplifiées par la pression économique de l'impérialisme sur l'U.R.S.S. et ces pays, pression sans cesse croissante et qui exprime la réalité de la coexistence pacifique.

La révolution hongroise était un facteur de transformation des rapports au sein du mouvement ouvrier international, un facteur de radicalisation des luttes ouvrières. Son écrasement constitue un facteur de démoralisation, de paralysie du mouvement ouvrier : l'appareil stalinien apparaît en même temps comme discrédité et inévitable.

En France en particulier, l'alignement servile de la direction du parti communiste français sur la politique du Kremlin, son soutien sans réserve à son action contre-révolutionnaire en Hongrie, se lie à sa politique vis-à-vis de la guerre d'Algérie (vote des pouvoirs spéciaux pour l'Algérie le 12 mars 1956, sabotage de la lutte des rappelés), pour désorienter la classe ouvrière, lui interdire d'intervenir comme classe dans la crise de l'impérialisme français. C'est à partir de là que se crée la situation qui permettra au régime gaulliste de s'instaurer, événement de portée internationale, car la défaite sans combat subie alors par la classe ouvrière française pèsera sur tout le mouvement ouvrier international.

Ce n'est pas une simple coïncidence qui fait qu'après que de Gaulle ait installé son « état fort » contre la classe ouvrière française, les « marines » débarquent au Liban, signifiant que la « Pax Americana » ne tolérerait pas d'être remise en question, et que la bureaucratie stalinienne, comme pour affirmer qu'elle se sent alors plus sûre d'elle, exécute Imre Nagy et ses compagnons.

C'est dans ces années que commence la contre-offensive impérialiste exprimée aujourd'hui dans la barbare guerre contre-révolutionnaire menée au Vietnam, mais aussi dans l'isolement de la Chine, dans l'accentuation de la pression sur l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe de l'Est — reflétée en particulier par la crise économique et sociale qui ravage la Yougoslavie —, dans la tentative commune

à tous les pays capitalistes de remise en question des droits et des positions conquises par la classe ouvrière, et en définitive du mouvement ouvrier lui-même.

C'est dire la responsabilité de tous ceux qui ont approuvé ou finalement justifié et accepté l'action contre-révolutionnaire de la bureaucratie.

Reprenant au nom des « nécessités immédiates » la fable de la « contre-révolution » et approuvant donc l'intervention russe, Gomulka et son équipe définissaient leur rôle : maintenir la domination de la bureaucratie. Et la logique de cette politique s'inscrit dans la réalité actuelle : Gomulka emprisonne ceux qui le défendaient en octobre 1956.

Acceptant, par crainte de sa propre classe ouvrière, de justifier en dernière analyse l'action de la bureaucratie du Kremlin, la bureaucratie yougoslave accélérât le mouvement qui la conduisit à apparaître comme le courtier de l'impérialisme en Europe de l'Est.

Acceptant, après avoir hésité, de mettre le prestige de la révolution chinoise au service de la bureaucratie du Kremlin, contre les travailleurs de Hongrie, les dirigeants du parti communiste chinois accomplissaient un acte de portée historique. Leur crainte de la démocratie ouvrière les amenait à sacrifier la révolution hongroise au compte d'un « arrangement » avec la bureaucratie dirigeante en U.R.S.S., à gager l'avenir de la révolution chinoise sur un accord avec l'U.R.S.S. qui refasse de la Chine une « grande puissance », majeure à la fois militairement et diplomatiquement. Ce faisant, ils pavèrent la voie au sacrifice de la révolution chinoise aux exigences de la « coexistence pacifique », c'est-à-dire à l'alliance contre-révolutionnaire entre l'impérialisme américain et la bureaucratie russe. Ils préparaient la situation actuelle d'isolement de la révolution chinoise face à l'impérialisme...

## **Les enseignements de la révolution hongroise**

Par sa portée à cette phase de crise conjuguée de l'impérialisme et de la bureaucratie, la révolution hongroise peut être comparée à la Commune de Paris. Mais, sa défaite, pour importante qu'elle soit, n'a nullement la signification d'un coup d'arrêt pour toute une période historique. En ce qui concerne la dynamique de la révolution prolétarienne à notre époque s'il fallait risquer une analogie historique, c'est plutôt la révolution russe de 1905 qu'il faudrait citer.

1905 fut à la fois la répétition générale et un moment de la préparation d'octobre 1917. Aujourd'hui, au terme de la décennie écoulée depuis octobre 1956, il est clair que nulle part les rapports sociaux ne sont stabilisés, nulle part il n'y a eu de victoire définitive de l'impérialisme. Sa contre-offensive présente mène à des luttes d'une ampleur jamais atteinte.

En ce sens, octobre 1956 demeure une préface, une préface aux leçons extrêmement riches. Assimiler ces leçons, ce n'est pas seulement analyser dans toute sa complexité, la révolution politique de 1956, c'est avant tout les traduire en termes d'organisation dans le combat pour la construction du parti révolutionnaire, à l'échelle nationale et internationale.

Rappelons seulement ici les grands axes des enseignements de la révolution hongroise.

Une fois encore — et avec quelle force ! — la révolution hongroise a prouvé que la classe ouvrière était capable de renverser le vieux monde, d'entreprendre la reconstruction socialiste de la société. Elle a constitué un démenti sans appel aux sceptiques fatigués, aux artisans conscients ou inconscients du maintien du régime capitaliste, qui renoncent à la révolution prolétarienne parce que, selon eux, la classe ouvrière se montrerait incapable de l'accomplir. La capacité révolutionnaire du prolétariat, la révolution hongroise l'a montrée à nouveau à travers la création des Conseils Ouvriers et leur coordination. C'est son pouvoir que la classe ouvrière dressait contre la bureaucratie, un pouvoir dont les formes n'étaient nullement inédites puisqu'elles constituaient la reprise de celles mises en avant lors de toutes les grandes luttes révolutionnaires du prolétariat international. L'unité de la classe, son indépendance politique s'affirmaient par la constitution d'organismes la représentant dans son ensemble, directement, démocratiquement.

Comme l'écrit Michel Varga dans « Où va l'U.R.S.S. » (La Vérité, n° 527-528) : « *La signification historique de la révolution hongroise (et de la révolution polonaise) consiste en ce qu'elles révélèrent pour la première fois, sur l'arène de la politique mondiale, que l'aptitude du prolétariat à combattre les ennemis du socialisme s'étend aussi à la bureaucratie stalinienne.* »

La révolution hongroise a définitivement démystifié le stalinisme. Non seulement elle en a accusé le caractère foncièrement contre-révolutionnaire mais elle l'a révélé comme un régime de crise, instable et fragile, comme une excroissance monstrueuse et réactionnaire au sein du mouvement ouvrier international, relié en

dernière analyse au maintien, à l'échelle internationale, de la domination impérialiste. En Hongrie, il a suffi de quelques jours de révolution pour que le stalinisme s'effondre complètement, disparaisse comme force politique et sociale. Les classes sociales, le prolétariat, la petite-bourgeoise urbaine, la paysannerie, se manifestaient. Mais la bureaucratie se réduisait à l'appareil au sens le plus strict, aux forces de répression et ne bénéficiait d'aucun soutien dans la population. Le parti lui-même, comme organisation politique, avait éclaté, le gros de ses militants rejoignant la révolution.

Comme l'écrit M. Varga dans la même étude : «...on a assisté à un processus de décomposition de la bureaucratie et non à un simple clivage en son sein. Plus proche elle était de l'orage révolutionnaire, plus profonde et plus complète a été sa décomposition. Le plomb bureaucratique a fondu au feu de la révolution...

Mais, comme l'exemple de la Pologne et de la Hongrie l'a montré, une partie relativement importante de la bureaucratie peut se détacher et passer du côté de la révolution. Il s'agissait en premier lieu, de jeunes, d'origine ouvrière et paysanne, devenus intellectuels pour la plupart : ils se trouvaient placés à la périphérie de la bureaucratie, dont ils constituaient la partie la plus dynamique, relativement facile à détacher, sensible aux pressions et aux sentiments populaires, peu soudée organiquement à la bureaucratie.

Au fur et à mesure que la révolution montait, une jonction a pu s'établir entre cette jeunesse, porte-parole naturel des masses, et les vieux révolutionnaires travaillant à la périphérie du parti, et restés en contact avec les ouvriers. Ce processus est susceptible d'atteindre les instances supérieures du parti elles-mêmes.

En même temps, la décomposition de la bureaucratie provoquait la formation d'un important courant, formé par les cadres économiques et culturels, la majorité des intellectuels petits-bourgeois, ainsi que des groupes particuliers de l'intelligentsia bureaucratique, et évoluant vers la droite.

Une ligne de démarcation séparait les Conseils Ouvriers et les Conseils du peuple révolutionnaire du pouvoir central, lié aux échelons bureaucratiques intermédiaires (partis, etc.) et, partant, à l'impérialisme ou à la bureaucratie étrangère. A l'intérieur du camp révolutionnaire, le processus de décomposition du groupe de la couche dirigeante qui s'y était joint se poursuivait autour de cet axe de la révolution.

C'est ainsi que l'aile révolutionnaire de la bureaucratie s'alliait à

*d'autres représentants du peuple révolutionnaire : c'est ainsi que se réalisait la « légalisation des partis soviétiques » revendiquée par le Programme de transition. En revanche, la majeure partie des bureaucrates révoltés se scindait en deux groupes, qui se tournaient, l'un vers l'impérialisme, l'autre vers la bureaucratie étrangère. Le premier groupe, c'était les intellectuels révoltés, dont on connaît le développement ultérieur ; l'autre, s'incarnait en Kadar. L'honnêteté politique personnelle d'Imre Nagy consiste en ce que, bien que ne discernant pas la voie juste, il a cependant refusé cette fausse alternative. »*

### **L'appareil stalinien ne se réforme pas : il doit être brisé**

Les appareils bureaucratiques qui dirigent les partis communistes ont été sélectionnés, pendant des années, avec comme seul critère la dévotion de leurs membres, leur docilité, à l'égard de la bureaucratie russe, leur alignement sur les variations de sa politique, sur ses besoins. Utiliser la confiance dont ils jouissent auprès des masses en fonction de ses besoins contre-révolutionnaires, c'est précisément leur fonction, et des variations de personnel n'y changent rien.

La révolution hongroise où le rôle de militants et de cadres du parti communiste a été considérable n'a pas « redressé » ou « réformé » l'appareil, bien que ce fut au début l'illusion partagée par tous les opposants : elle a fait sauter cet appareil. L'expérience polonaise confirme négativement la nécessité de briser l'appareil. La bureaucratie a reculé, permettant l'établissement d'un compromis entre l'appareil et les masses. Mais c'était un compromis provisoire. Alors que les événements polonais stimulèrent la montée révolutionnaire en Hongrie, le contrôle de l'appareil maintenu grâce à Gomulka et à son équipe permit à la bureaucratie de freiner au maximum les manifestations de solidarité à la révolution hongroise du prolétariat polonais, d'isoler la révolution hongroise. Cette dernière écrasée, l'appareil reconquit progressivement le terrain abandonné. Aujourd'hui, c'est Gomulka le bureaucrate « libéral » qui jette les révolutionnaires en prison. Imre Nagy, lui, a été exécuté par la bureaucratie, mais précisément parce que, par son refus de condamner la révolution hongroise, il n'était plus un bureaucrate « libéral » mais avait rompu avec l'appareil.



## La révolution hongroise et la question du parti

Précisément parce que les masses ont en Hongrie atteint un niveau extrêmement élevé d'action consciente, le problème du parti révolutionnaire a, dans la révolution hongroise, une place centrale. Les faits enseignèrent aux révolutionnaires hongrois que les tentatives de redressement du parti stalinien conduisaient à l'impasse. Mais les faits leur enseignaient aussi la nécessité de construire l'instrument politique de leur révolution. Un parti révolutionnaire, expression consciente, concentrée, des intérêts historiques et immédiats de la classe ouvrière, direction politique de la lutte, ne s'improvise pas. Les travailleurs hongrois déployèrent des prodiges d'héroïsme, d'initiative politique, de conscience révolutionnaire en l'absence d'un tel parti, mais si par leur activité ils fournissaient précisément les bases de sa construction, ils ne pouvaient, par leur seule spontanéité, se substituer ou se passer d'une direction révolutionnaire centralisée.

Il ne s'agit pas de dire que la défaite de la révolution hongroise s'explique par la seule absence d'un parti révolutionnaire. Ce sont les forces de répression de la bureaucratie qui ont écrasé la révolution hongroise au moment où tendait à se constituer un tel parti, et ces forces de répression ont bénéficié du soutien de la réaction internationale et de l'isolement de la révolution hongroise.

Mais ni le développement de la révolution, ni les conséquences de la défaite ne peuvent être comprises sans tenir compte de l'absence d'un parti révolutionnaire, direction centralisée de la lutte. C'est son absence qui explique que la revendication confusément ressentie par les travailleurs, celle du « pouvoir, tout le pouvoir aux conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans », ne fut pas mise clairement en avant comme mot d'ordre central. Son absence a aussi facilité le plan d'isolement de la révolution hongroise de la classe ouvrière internationale, et l'opération Kadar.

La nécessité d'un nouveau parti s'était traduit le 2 novembre par la fondation du « parti socialiste ouvrier ». Mais une simple séparation sur le terrain d'organisation avec le vieux parti stalinien ne suffisait pas. La preuve en est le rôle de Kadar, cofondateur de ce parti, et celui de Lukacs qui, le lendemain, abandonnait le gouvernement d'Imre Nagy et ne devait pas tarder à reprendre sa place de plumentif au service de la bureaucratie. Il

fallait un programme au nouveau parti et ce programme ne pouvait être déduit de la seule expérience hongroise.

Il faut souligner, car c'est une manifestation capitale de la vitalité de la révolution hongroise comme de la lucidité de son avant-garde révolutionnaire, que les pas en avant vers la constitution d'un parti révolutionnaire se poursuivirent, dans les circonstances extrêmement difficiles de la répression et de la clandestinité. La brochure « Hungaricus », œuvre du journaliste communiste Sandor Fekete, plus tard condamné à neuf ans de prison, est une étape dans la définition théorique des bases d'une organisation révolutionnaire hongroise. L'activité de militants comme Miklos Gimes et Balazs Nagy, ancien dirigeant du « Cercle Petofi », fondant, dans la clandestinité, « La Ligue socialiste hongroise », allait dans le même sens.

Mais si la construction du parti révolutionnaire ne pouvait être envisagée en Hongrie dans le seul cadre national, cela signifie que l'une des composantes de la construction du parti révolutionnaire en Hongrie était et demeure l'action centralisée de l'avant-garde révolutionnaire internationale.

La révolution hongroise pose directement le problème de l'Internationale. Mais elle le formule en termes concrets : il ne s'agit pas de reconnaître abstraitement la nécessité de la IV<sup>e</sup> Internationale, il s'agit de son développement, de sa place dans la lutte des classes.

## **V. - L'unité de la lutte des classes**

### **La IV<sup>e</sup> Internationale et la révolution hongroise**

Le Comité international et ses organisations qui se situent entièrement sur le terrain du programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, le programme de transition, peuvent légitimement se présenter comme les défenseurs et les continuateurs, par leur activité dans la lutte des classes, de la révolution hongroise.

Dans le cours de leur révolution, les travailleurs hongrois ont retrouvé les thèmes principaux du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, élaboré en 1938 par Léon Trotsky. Mais ce n'était pas là une rencontre « abstraite ». Toute l'histoire de la formation de la IV<sup>e</sup> Internationale et de son activité est liée à sa lutte contre le stalinisme contre-révolutionnaire, obstacle au renversement de l'impérialisme. L'unité internationale de la lutte des classes, l'unité du prolétariat russe avec le prolétariat international, l'opposition de gauche devenue la section russe du mouvement pour la IV<sup>e</sup> Internationale, les ont maintenues dans les années les plus noires de la terreur stalinienne. On sait maintenant qu'en 1936-1937, c'est encore par milliers, solidement organisés, que se comptaient dans les camps de concentration les militants trotskystes, et que la bureaucratie procéda à leur extermination physique.

Aujourd'hui, le trotskysme reste l'ennemi n<sup>o</sup> 1 de la bureaucratie. A la répression en Pologne contre des militants formés dans l'opposition de gauche, s'ajoutent les calomnies de Castro contre la IV<sup>e</sup> Internationale. En U.R.S.S., le trotskysme reste une question politique d'actualité puisque la bureaucratie consacre brochures et articles à le dénoncer.

Ce dont la révolution hongroise témoignait, c'est de l'actualité du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. Mais elle en témoignait à un moment où, comme organisation politiquement centralisée autour de son programme, la IV<sup>e</sup> Internationale avait été détruite par un courant révisionniste qui s'était développé dans ses sommets et auquel reste attaché le nom de son principal animateur, Michel Pablo.

Pour le courant pabliste, la construction du parti révolutionnaire était devenue une utopie. La tâche de mener le prolétariat à la victoire était remis aux bureaucraties ouvrières ou aux directions nationalistes petites-bourgeoises des pays sous-développés qui, sous la pression de « forces objectives » mystérieuses, devaient se transformer en leur contraire : d'obstacles à la révolution prolétarienne en instruments « inconscients » de cette révolution.

On comprend que pour les Pablo, Germain et Frank, principaux porte-parole de ce courant liquidateur, la « déstalinisation » ait constitué une voie royale. Ils pouvaient s'établir comme « conseillers de gauche » d'une bureaucratie s'orientant vers la gauche.

Mais ce sont les grands événements de la lutte des classes qui permettent de juger les courants politiques. Pour le pabliste, les événements de 1953-1956 devaient le révéler comme un courant

radicalement hostile à la IV<sup>e</sup> Internationale et à son programme, agissant comme « flanc-garde » des bureaucraties ouvrières, discréditant et attaquant le trotskysme avec le langage du trotskysme. La destruction de ce centre liquidateur et révisionniste s'imposait alors comme l'une des tâches indispensables à la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

En France, en août 1953, les pablistes attaquaient l'organisation trotskyste française qui appelait à la lutte pour un « gouvernement d'union des organisations syndicales et politiques des travailleurs » et critiquaient le sabotage de la direction stalinienne du P.C.F. et de la C.G.T. Ils étaient logiques avec leur attitude vis-à-vis de l'insurrection des travailleurs de Berlin-Est en juin 1953 à propos de laquelle leur « Secrétariat International » se contenta de rappeler d'une manière abstraite les mots d'ordre de la révolution politique, sans jamais mettre en avant le mot d'ordre précis qui eût traduit l'unité internationale de la lutte des classes : le retrait inconditionnel d'Allemagne de toutes les forces d'occupation (y compris celles de la bureaucratie du Kremlin).

De même, par rapport à la révolution hongroise, la direction pabliste, tout en la saluant ne manquait pas de lui préférer l'expérience polonaise (c'est-à-dire la limitation de l'action des masses en Pologne !). « *En Hongrie, l'absence de toute direction politique centralisée et tant soit peu claire a provoqué au contraire, à partir d'un certain moment, exactement ces défauts et dangers (que la Pologne a évités)* », écrivait Pablo dans le numéro de décembre 1956 de « Quatrième Internationale » avant de regretter qu'Imre Nagy n'ait pas pratiqué une politique extérieure plus acceptable pour le Kremlin (3).

En 1956, le centre révisionniste et liquidateur rassemblé autour de Pablo, de Frank et de Germain joua pleinement son rôle en prévenant tout développement de la IV<sup>e</sup> Internationale à partir des événements de Pologne et de Hongrie, développement qui n'eût été possible que si l'Internationale avait, en tant que telle, organisé une campagne politique de solidarité prolétarienne effective avec les révolutions de Pologne et de Hongrie, une intervention politique réelle en Europe de l'Est.

La crise de la IV<sup>e</sup> Internationale a constitué un facteur politique important de l'isolement et de l'écrasement de la révolution hongroise.

Cela ne signifie pas que les organisations trotskystes soient restées inactives ou silencieuses. En Grande-Bretagne, le combat

---

(3) Voir l'étude de S. Just : « *Défense du Trotskysme* » (La Vérité, n° 530-31).

mené par les trotskystes anglais, non seulement précipitait la crise au sein du parti communiste britannique où par centaines militants et cadres moyens dénonçaient la répression russe, mais ouvrait une issue positive à cette crise : nombre de ces militants rejoignaient l'organisation trotskyste, ouvrant une nouvelle étape dans la construction du parti révolutionnaire en Grande-Bretagne.

En France, l'organisation trotskyste, en particulier à travers son hebdomadaire « La Vérité », mena campagne sur les événements de Pologne et de Hongrie, face au flot des calomnies et des mensonges, intervenant auprès des militants du P.C.F. pour dénoncer l'appareil. Le 8 novembre 1956, à Paris, c'est sous son impulsion que se tint un meeting (le seul de cette nature) regroupant près de 1.000 militants, exprimant la protestation du prolétariat français aussi bien contre l'agression impérialiste à Suez et la guerre d'Algérie que contre l'intervention armée de la bureaucratie en Hongrie. Enfin, elle devait publier dès février 1957 une analyse d'ensemble de la révolution hongroise : « La Révolution hongroise des conseils ouvriers », de F. Manuel, document qui conserve toute son actualité et auquel la présente brochure a fait les plus larges emprunts.

### **La révolution hongroise, facteur de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale**

La révolution hongroise a été un facteur de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ses acquis, ses enseignements ont été présents dans la lutte des classes internationale à travers l'activité des organisations trotskystes combattant pour la construction du parti révolutionnaire.

Assimiler dans le cours même de leur activité les leçons de la révolution hongroise était une tâche indispensable pour des organisations révolutionnaires, et ce n'est que parce que cette tâche a été accomplie que les sections du Comité International ont pu faire des pas en avant, sur tous les fronts de la lutte des classes : intervenant plus largement dans les combats de la classe ouvrière, regroupant dans leurs rangs de nouveaux militants dont beaucoup viennent des organisations staliniennes, impulsant l'organisation sur des bases révolutionnaires de l'avant-garde des jeunes générations ouvrières, portant à un plus haut niveau la lutte contre le révisionnisme.

Ces pas en avant, limités mais importants, du mouvement trotskyste international, se sont traduits dans la tenue d'une

Conférence Internationale en avril 1966, organisée par le Comité International, étape dans la voie de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. A cete conférence prenait part la section hongroise du Comité International, la Ligue des révolutionnaires socialistes hongrois.

Ainsi l'unité des luttes du prolétariat international, le rapport entre révolution sociale et révolution politique comme expressions du combat international de la classe ouvrière pour le socialisme, s'affirment non seulement dans le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale mais dans l'activité politique, pratique, de ses organisations. L'expérience de la révolution hongroise — produit du développement de la lutte des classes internationale — est ainsi généralisée au niveau le plus haut, celui de la lutte consciente pour la construction de la direction révolutionnaire du prolétariat.

### **L'unité de la lutte des classes**

La lutte des classes est le moteur de l'histoire, une histoire une et internationale. Commémorer les révolutions de 1956, c'était leur rendre leur place dans ce processus et souligner leur apport à ce processus.

« La composante la plus vitale de la lutte des classes, c'est sa composante consciente », c'est-à-dire la lutte pour résoudre la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat, disait la résolution adoptée par la Conférence Internationale. Nous avons voulu montrer l'importance historique du fait que cette « composante consciente » comprend aujourd'hui l'expérience d'octobre-novembre 1956, concentrée dans l'activité de la section hongroise du Comité International, pleinement intégrée au combat international de la classe ouvrière et héritière des traditions et des acquis révolutionnaires du prolétariat hongrois.

Le manifeste adopté par la Conférence Internationale dit : « *Loin d'exprimer une quelconque stabilisation de l'impérialisme, les coups qu'il porte sont les épisodes d'une lutte des classes mondiale qui s'inclut dans la période révolutionnaire ouverte par la guerre.* »

L'unité de la lutte des classes se marque dans le caractère international de la contre-offensive impérialiste.

En Asie, la guerre contre-révolutionnaire déchaînée contre le Viet-Nam a pour but de donner un coup d'arrêt décisif au développement de la révolution. Il s'agit de préparer, en dernière analyse, la guerre contre la Chine, isolée et livrée par la bureaucratie du Kremlin à l'impérialisme. La défense des conquêtes de

la révolution chinoise est aujourd'hui une tâche essentielle du prolétariat international.

Dans les pays capitalistes avancés, sous des formes diverses, l'impérialisme, pour répondre aux besoins impérieux de l'économie capitaliste, remet en question les conquêtes les plus élémentaires du mouvement ouvrier et le mouvement ouvrier organisé lui-même. L'attaque ouverte contre le mouvement ouvrier anglais mené par Wilson et son gouvernement, la politique d'intégration gaulliste, en témoignent.

En U.R.S.S., en Europe de l'Est, les problèmes politiques, sociaux et économiques deviennent d'autant plus insolubles que croît la pression directe ou indirecte de l'impérialisme, que grandissent les forces restaurationnistes sur lesquelles la bureaucratie s'appuie face à la classe ouvrière. Une crise explosive y mûrit tandis qu'en Chine la « révolution culturelle » et ses contradictions soulignent les tensions qui grandissent.

Nous ne nous éloignons pas des révolutions d'octobre 1956, ni de leurs enseignements. Ces révolutions révélèrent, à une échelle sans précédent, le caractère contre-révolutionnaire du stalinisme.

Aujourd'hui, la crise conjuguée de l'impérialisme et de la bureaucratie se poursuit et cette crise ôte toute stabilité à la bureaucratie du Kremlin. Comme l'écrit encore le manifeste, *« (la situation) laisse de moins en moins de place à une politique d'équilibre des couches sociales petites-bourgeoises — bureaucratie du Kremlin et ses satellites, bourgeoisies nationales des pays économiquement arriérés, appareils petits-bourgeois issus de la classe ouvrière dans les pays avancés... Ou bien, par le moyen de la révolution prolétarienne, les forces productives décisives passeront aux mains du prolétariat mondial par l'expropriation politique et économique de la bourgeoisie mondiale, par le renversement et la liquidation révolutionnaire des bureaucraties parasitaires ; ou bien l'impérialisme mettra en cause l'existence physique de centaines de millions de prolétaires, tant dans les pays dominés par l'impérialisme, économiquement avancés ou arriérés, qu'en U.R.S.S., en Europe Orientale, en Chine ».*

Qui l'emportera dans ce gigantesque affrontement ? Cela dépend, en dernière analyse, de la solution de la crise de la direction révolutionnaire.

Il faut pour vaincre que l'avant-garde ouvrière se rassemble autour d'une politique qui mobilise la classe ouvrière, comme classe, indépendamment de la bourgeoisie et de ses états, pour résister à l'offensive impérialiste.

Une politique radicalement opposée à celles du réformisme et du stalinisme accrochés à la survie de ce système pourrissant et d'autant plus réactionnaire que la crise de ce système leur laisse une marge de manœuvre réduite.

« La coexistence pacifique », ce n'est pas la paix. A la mode Khrouchtchev ou Kossyguine, elle permet l'écrasement des ouvriers et des paysans du Viet-Nam, elle organise l'isolement de la Chine. A la mode Mao, elle a provoqué la sanglante défaite du prolétariat indonésien. « La coexistence pacifique », c'est la liberté laissée à l'impérialisme de préparer sa guerre, la classe ouvrière internationale étant paralysée par la collaboration des classes.

Il n'y a de lutte pour la paix effective que par la lutte pour la révolution prolétarienne.

La classe ouvrière n'a pas face à elle un ennemi sans visage. Dans chaque pays, la réalité internationale de l'impérialisme s'exprime par la bourgeoisie de ce pays, son état, ses agents au sein du mouvement ouvrier. En U.R.S.S. et en Europe de l'Est, c'est la bureaucratie au pouvoir qui incarne l'obstacle dressé devant la classe ouvrière sur la voie de la réalisation du socialisme.

Mener cette lutte contre « son » ennemi, celui qui est dans « son propre pays », mais l'organiser à partir d'une perspective globale, internationale, de la lutte des classes, telle est la tâche de l'Internationale, tel est le sens de la lutte dans chaque pays pour la construction de partis révolutionnaires, sections de cette Internationale.

La défense des militants ouvriers, des intellectuels emprisonnés aujourd'hui en U.R.S.S. ou en Europe de l'Est fait pleinement partie de cette lutte, comme en fait pleinement partie le combat qu'il faut mener sur tous les terrains pour défendre la révolution hongroise et ses enseignements, pour proclamer ce que furent ses mots d'ordre et ses conseils.

Car, en accomplissant cette tâche, c'est la lutte contre la bureaucratie stalinienne, alliée de l'impérialisme et désorganisatrice du mouvement ouvrier que l'on mène. C'est la lutte pour la révolution socialiste internationale, pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale et la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays que l'on poursuit. C'est la lutte qui prépare un nouvel Octobre 17, à l'échelle du monde, un Octobre qui vengera les travailleurs de Hongrie écrasés par la bureaucratie comme ceux du Viet-Nam qu'assassine aujourd'hui l'impérialisme.

LA VERITE.



*Aux Éditions EDI :*

# POLOGNE - HONGRIE 1956

*recueil de documents choisis,  
traduits et présentés par*

PIERRE BROUÉ, JEAN-JACQUES MARIE  
et BALAZS NAGY

**Prix : 24,50**

- *Des textes inédits essentiels pour  
comprendre les révolutions de 1956*
- *Une arme indispensable pour tout  
militant.*

**Passez vos commandes à la**

**S.P.E.L.**

**39, rue du Faubourg du Temple, PARIS-10<sup>e</sup>**

# TABLE

---

|   |    |
|---|----|
| INTRODUCTION .....                              | 1  |
| REVOLUTION ET<br>CONTRE-REVOLUTION .....        | 8  |
| LA REVOLUTION HONGROISE .....                   | 17 |
| L'ACTUALITE DE LA<br>REVOLUTION HONGROISE ..... | 29 |
| L'UNITE DE LA LUTTE<br>DES CLASSES .....        | 40 |

---

*Pour le regroupement de l'avant-garde*

*Pour œuvrer à la construction de l'organisation révolutionnaire  
une arme :*

## **“ INFORMATIONS OUVRIÈRES ”**

Paraît tous les mois

accompagné d'un supplément hebdomadaire ronéotypé

**ABONNEMENTS** (Bulletin mensuel imprimé incluant le supplément ronéotypé hebdomadaire) 12 numéros : 6 F (envoi sous pli clos : 9 F).

**RÉDACTION-ADMINISTRATION :**

**INFORMATIONS OUVRIÈRES**

39, rue du Faubourg-du-Temple - Paris (10<sup>e</sup>)

*Abonnements : C.C.P. Informations Ouvrières, 21.831-73 Paris*

---

